RAPPORT N° 128 *31 mars 2009*

du Conseil d'Etat au Grand Conseil relatif aux comptes 2008 de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat

Nous vous soumettons ci-joint les comptes de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg pour l'exercice 2008.

Nous vous prions de prendre acte du rapport de gestion et vous invitons à approuver les comptes qui vous sont présentés.

Table des matières

A. Rapport de gestion

B. Bilan & Comptes d'exploitation

C. Annexe aux comptes annuels

D. Bilan technique (annexes 1 et 2)

E. Rapport de l'organe de contrôle

BERICHT Nr. 128 *31. März 2009*

des Staatsrats an den Grossen Rat über die Jahresrechnung 2008 der Pensionskasse des Staatspersonals

Wir unterbreiten Ihnen die Jahresrechnung der Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg für das Jahr 2008.

Wir bitten Sie, vom Verwaltungsbericht Kenntnis zu nehmen und die Jahresrechnung zu genehmigen.

Inhaltsverzeichnis

A. Verwaltungsbericht

B. Bilanz und Betriebsrechnung

C. Anhang zur Jahresrechnung

D. Bilan technique (Technische Bilanz, nur auf Französisch)

E. Rapport de l›organe de contrôle (Kontrollstellenbericht, nur auf Französisch)

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat
Pensionskasse des Staatspersonals

CANTON DE FRIBOURG / KANTON FREIBURG

Rapport de gestion de la CPPEF relatif à l'exercice 2008

Statut juridique et organisation
La Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg (ci-après CPPEF) est une institution de prévoyance de droit public qui possède la personnalité juridique et a une administration séparée de celle de l'Etat. Elle est inscrite au registre de la prévoyance professionnelle auprès de l'Autorité de surveillance des fondations du Canton de Fribourg.

Son activité est régie par la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (ci-après la LCP) du 29 septembre 1993 et diverses ordonnances qui ont vu le jour depuis 1993.

La CPPEF a pour but d'assurer des prestations en cas de retraite, d'invalidité et de décès. Outre le personnel de l'Etat et des établissements de l'Etat, sont également affiliées des communes et des associations qui exercent une activité publique liée étroitement à l'Etat. Ces institutions externes étaient au nombre de 56 à fin décembre 2008 en plus de l'Etat de Fribourg. Le régime de l'affiliation des assurés à la Caisse est fonction de leur durée d'engagement: les assurés ayant un contrat de travail supérieur à une année sont automatiquement assurés dans le régime de pensions (prestations sur-obligatoires); les assurés dont la durée d'engagement est inférieure à une année sont assurés dans le régime minimal LPP, régime dont les prestations sont légèrement supérieures à celles de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle.

Le Comité de la CPPEF se compose de douze membres dont six sont des représentants de l'Etat-employeur et six des représentants des salariés. Le Comité a également constitué trois commissions (financière, immobilière et administrative), composées de membres du Comité et appuyées par des spécialistes externes au Comité. Au cours de l'année écoulée, le Comité a tenu 8 séances relatives à la marche normale des affaires, ainsi que 5 séances consacrées à la révision de sa loi. A celles-ci s'ajoutent les réunions mensuelles des Commissions et des délégations spéciales dans lesquelles les membres du Comité ont représenté la Caisse.

En matière de personnel et compte tenu de la constante augmentation du nombre de personnes assurées, notamment de langue allemande par l'affiliation des hôpitaux de la Singine et du Lac, la Caisse s'est attachée les services d'un collaborateur expérimenté dans le domaine de la prévoyance professionnelle et de langue maternelle allemande. Ce sont ainsi 14 collaboratrices et collaborateurs, (pour un peu plus de 12 équivalents plein temps (ci-après EPT), ainsi qu'une apprentie, qui assurent l'administration de la CPPEF.

En matière de gouvernance et de loyauté, le Comité s'est penché en détail, au cours de l'exercice sous revue, sur le thème de la loyauté. L'organisation de la Caisse en matière de placement de la fortune (travail sur base de mandats exclusivement) ou en matière d'attribution des travaux dans le domaine immobilier (adjudication des travaux mis en soumission par les commissions de bâtisse) vont dans le sens d'une loyauté accrue pour tous les acteurs concernés du domaine de la prévoyance. Il convient de relever que la CPPEF est signataire depuis plusieurs années déjà du Code de déontologie et qu'elle a instauré dans ses règlements les procédures de respect de ces directives. En matière de rétrocessions et conformément aux directives émises par l'Office fédéral des assurances sociales, la Caisse s'est assurée que les instituts gérant la fortune confiée lui restituent l'entier des éventuelles rétrocessions dont ils pourraient faire l'objet, ce qui nous a été confirmé.

Selon l'art. 51 al. 6 de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (ci-après LPP), l'institution doit garantir la formation initiale et continue des représentants dans l'organe paritaire suprême. Le Comité de la CPPEF a

l'occasion de se forger une excellente opinion dans le domaine de la prévoyance, notamment par les séances qui ont trait à la révision de la loi. Par ailleurs plusieurs membres du Comité ont participé à des cours de formation continue dispensés par divers prestataires.

L'élaboration continue de dispositions législatives en matière de prévoyance affichait à l'ordre du jour la mise sur pied obligatoire d'un système de contrôle interne. Bien qu'un tel système fonctionne déjà, les nouvelles normes obligent les caisses à disposer d'un contrôle interne documenté, lequel fait aussi l'objet d'une analyse détaillée de la part de l'organe de révision. La CPPEF y travaille désormais depuis de nombreux mois pour satisfaire aux exigences légales. Les travaux sur ce sujet auront encore cours durant l'année 2009.

En matière d'effectif assuré, la Caisse affichait au 1er janvier 2009 un nombre de 15'521 personnes assurées, soit une augmentation de plus de 3 %. Quant aux bénéficiaires de rentes, ils étaient 3'657 au 31.12.2008, soit une progression de 7 %.

Les collaborateurs et collaboratrices du Groupe de gestion technique, soit 7 personnes au total pour quelque 5.1 EPT, gèrent l'ensemble des 19'000 dossiers regroupant les assurés des deux régimes de prévoyance de la Caisse,

Les collaborateurs techniques spécialisés du Groupe immobilier, ainsi que leurs collaboratrices administratives (soit 2.8 EPT au total), traitent les affaires courantes, tant au niveau de la gestion des locations, que des problèmes ayant trait aux constructions nouvelles ou en cours.

Les activités du Groupe finance et comptabilité (soit 2.4 EPT) comprennent les tâches principales suivantes :
- contrôle de la gestion des titres placés auprès des différents mandataires
- tableau mensuel des performances de tous les mandataires
- gestion de toute la trésorerie et des flux financiers liés à la gestion des immeubles
- tenue de la comptabilité générale de la Caisse (notamment les encaissements des cotisations, les paiements de toutes les prestations, …).

Système financier
Les systèmes financiers mixtes, propres aux institutions de prévoyance de droit public, combinent le système financier de la répartition, du même type que celui de l'AVS (financement direct des prestations par les cotisations), et le système financier de la capitalisation (accumulation de la valeur actualisée des rentes à servir dans le futur), qui est plus spécifique à la prévoyance professionnelle. Dans la mesure où les cotisations sont correctement calculées par rapport aux prestations, ce qui est le cas de la CPPEF, un financement mixte n'induit pas en soi une situation de découvert, dès lors que la part non capitalisée des prestations est alimentée par lesdites cotisations. La LPP autorise ce mode de financement à l'égard des institutions de droit public compte tenu de leur pérennité fondée sur la garantie des prestations fournie par les collectivités publiques. Au niveau fédéral, l'initiative déposée par le conseiller national Beck a été traitée par la Chambre du peuple le 28 février 2005 qui a décidé d'y donner suite. Elle vise l'abrogation de l'alinéa 2 de l'article 69 de la LPP, dans le but de mettre fin à la possibilité offerte aux institutions de prévoyance des corporations de droit public de déroger au principe du bilan en caisse fermée, c'est-à-dire d'avoir un degré de couverture inférieur à 100%. Le Conseil fédéral a publié son message dans le courant de septembre 2008, dans lequel il propose, entre autres, d'obliger les caisses de droit public à une capitalisation intégrale dans les quarante ans. Cette solution est toutefois combattue par la majorité des cantons, puisqu'elle impliquerait de la part des collectivités publiques des injections de plusieurs dizaines de milliards de francs. Compte tenu de la situation actuelle sur les marchés boursiers, les chiffres avancés se situent entre 70 et 100 milliards. Au vu de ce qui précède, le sujet n'apparaît plus aussi pressant que le souhaitait le Conseil fédéral. Dès lors, il est possible que les discussions y afférentes ne soient pas entamées cette année. D'autres adaptations s'appliquant aux institutions de droit public et non combattues par les caisses figurent également dans le rapport précité. Nous y revenons dans la dernière partie de ce rapport.

Si le système financier de la répartition a pour avantage d'être peu sensible aux périodes de forte inflation sur le long terme, celui de la capitalisation se distingue par une vulnérabilité moindre envers l'augmentation de l'espérance de vie, appelée longévité. Dans cette optique, un système de financement mixte a le mérite de chercher un équilibre entre les avantages et les inconvénients des deux modèles précités.

Dans le cas de la Caisse, un appel à la garantie de l'Etat n'entre pas en considération au regard de la situation financière actuelle de l'institution, dont les engagements de prévoyance sont capitalisés à hauteur de 78.4 % au 31.12.2008.

Résultats financiers et revalorisation

Sur le plan financier, l'exercice 2008 clôture sur un résultat négatif de quelque 360 millions de francs, accentuant dans cette même mesure la garantie octroyée par le canton. Ce résultat prend déjà en compte la revalorisation de 2 % de la somme des salaires assurés (soit quelque 25 millions de francs) octroyée au 1er janvier de cette année en application de la LCP et figurant sous la forme d'une provision technique dans le bilan 2008.

Le résultat financier négatif de 360 millions de francs trouve son explication détaillée dans le compte d'exploitation. On peut toutefois apporter les commentaires suivants sur certaines positions importantes :

- CHF 138.7 mios résultent du compte d'assurance. Ce montant devrait en fait être couvert par le résultat des placements. Vu le taux technique de 4.5 %, le placement de la fortune totale de la Caisse devrait rapporter quelque 110 mios. La différence de quelque CHF 29 mios représente le manque à gagner sur le découvert technique qui se monte à CHF 656 mios environ;
- CHF 260 mios sont la conséquence du résultat négatif des placements mobiliers, lesquels se décomposent en charges et produits réalisés et en charges et produits non réalisés, auxquels il convient de rajouter les dividendes, les coupons et les intérêts obtenus sur les placements [à noter que les plus et les moins-values se rapportent aux positions détenues en portefeuille au 31.12.2008] :

	Intérêts & dividendes	gains réalisés	pertes réalisées	plus-value non réalisées	moins-value non réalisées	frais
	52					-4
change		9	-20	7	-56	
cours		5	-27	12	-238	

Considérations générales

La situation générale peut se décrire ainsi[1] :

a) Crise immobilière. Partie des USA à fin 2005, le marché subit une première flexion importante des prix de l'immobilier.
b) Crise des subprimes. Il s'agit de prêts hypothécaires octroyés à des emprunteurs à haut risque. Cet argent est passé du système bancaire dans le système financier.
c) Crise financière. Banques, assureurs et institutions non réglementées ont dû commencer à comptabiliser des pertes colossales, potentielles et réelles. De mille milliards de dollars, elles pourraient passer à deux ou trois mille milliards de dollars.
d) Crise des marchés financiers. En 15 mois, la capitalisation boursière mondiale a été divisée par deux. L'estimation des pertes sur le marché immobilier est difficile à calculer, car elles sont très souvent essentiellement potentielles.
e) Crise économique. Les économies des principaux pays sont toutes entrées en récessions et les prévisions sont sombres. Même les pays en développement ont vu leur taux de croissance se réduire considérablement. La perte de croissance mondiale peut être estimée entre 1.5 et 2 %.

[1] Ces réflexions se basent sur une lettre hebdomadaire à l'intention des investisseurs et écrites par A. Giraudo, chef économiste chez Tradition

f) Crise sociale. La globalité de cette crise est très forte. Toutes les économies sont en train de prendre des mesures pour éviter une montée très sensible du chômage.
g) Crise politique. Les risques de crises politiques dans certains pays émergents sont évidents et dans les pays développés, ces risques commencent à faire surface.

La décision des autorités américaines de laisser partir en faillite la banque d'affaires Lehmann Brother aura constitué un tournant capital dans la crise que nous traversons.

Actifs : titres et immeubles - Réserves de fluctuation de valeurs
A la fin 2008, la CPPEF gérait des actifs s'élevant au bilan à 2'397 millions de francs, soit en baisse de plus de 6 % par rapport à l'exercice précédent.

Comme par le passé, la politique financière menée par la CPPEF est une politique prudente, soumise au contrôle d'un consultant externe. Celui-ci conseille la Caisse dans la mise en place d'une stratégie d'allocation des moyens et examine régulièrement la capacité de la CPPEF à mener cette politique. A l'exception des placements passifs effectués et surveillés directement par la Caisse (par le biais de sa Commission financière), tous les placements financiers étaient, en 2008, attribués en mandats directs auprès d'établissements financiers (voir le détail dans l'annexe aux comptes).

- Titres
  L'année 2008 a été marquée par des perturbations d'une ampleur sans précédent en septembre surtout et des bouleversements extraordinaires dans le paysage concurrentiel ont rendu le contexte général très difficile. Les commentateurs sont restés à cours de qualificatifs pour décrire les événements dont nous sommes témoins, tant ils paraissaient inenvisageables il y a quelques mois seulement. Les marchés boursiers ont atteint des niveaux représentant des baisses de 50 % depuis leurs records de 2007. La conjoncture économique s'est dégradée à une vitesse sans égale depuis l'après-guerre, notamment dans sa globalité et dans son ampleur. Même des pays comme la Chine, dont on pensait qu'ils étaient moins vulnérables, ont été affectés à leur tour. Cette tourmente n'a épargné aucune classe d'actifs, à l'exception des obligations gouvernementales dont les taux sont tombés au plus bas depuis 50 ans. L'aversion au risque chez les investisseurs est devenue maximale. La déflation des principales économies de la planète pointe son nez, ce qui alimente les spéculations sur un possible basculement de l'économie mondiale vers une dépression généralisée. Le marché suisse des actions ne fait pas exception à ce mouvement généralisé de baisse. Du côté des monnaies, le franc suisse s'est apprécié face à l'euro et au dollar américain, accentuant encore l'ampleur des moins-values sur les titres étrangers détenus en portefeuille.

- Immobilier
  La performance du parc immobilier de 5,48 % reflète les efforts entrepris pour augmenter la rentabilité du parc existant, notamment par l'acquisition de nouveaux immeubles répondant en tous points aux exigences de rentabilité minimale fixées par le Comité. La politique appliquée jusqu'à maintenant, à savoir la construction d'immeubles dans le canton sur les terrains dont la Caisse est propriétaire, a été poursuivie. En 2008, la Caisse a mis sur le marché immobilier fribourgeois un immeuble de 20 appartements, situé à Estavayer-le-Lac. Elle a débuté la construction de deux immeubles destinées exclusivement à l'habitation à La Tour-de-Trême et a entrepris la construction d'un important complexe immobilier à Bulle avec parking public, comprenant au rez-de-chaussée des parties administratives et commerciales et dans les étages une soixantaine d'appartements. Elle a débuté au premier semestre 2008 la construction de quatre immeubles locatifs à Guin, sur un terrain qu'elle avait acquis. Plus récemment, un projet d'envergure comprenant cinq immeubles est actuellement en réalisation à Tavel. Dans la Glâne, la Caisse investit également puisqu'elle vient de débuter un projet locatif de douze appartements à Romont. En matière d'acquisition, elle a acheté un immeuble d'habitation à Dirlaret, comportant 42 appartements.

La liste des régies s'occupant de nos immeubles se trouve dans l'annexe aux comptes (voir ci-après).

- Réserves de fluctuation de valeurs
  Le nouvel article 48e de l'OPP 2 exige que l'institution de prévoyance fixe dans un règlement les règles pour la constitution des réserves de fluctuation ainsi que pour les autres réserves. Toutefois, la RPC 26 ne permet la constitution de réserves de fluctuation que si l'institution dispose d'un degré de couverture d'au moins 100 %, ce qui n'est pas le cas de la CPPEF. Vu cette situation, la Caisse doit indiquer dans ses annexes les réserves théoriques sur lesquelles elle s'est basée pour établir son allocation stratégique. Partant de cette obligation légale et sur la base des recommandations du consultant de la Caisse, le Comité a défini vouloir disposer, en fonction de sa politique de placement, d'une réserve de l'ordre de 170 millions de francs sur la base des placements existants à fin 2008. Cette somme correspond au montant minimum à avoir à disposition pour absorber une forte baisse du marché sur une année.

Passifs : engagements envers les assurés
Les engagements de la CPPEF sont les suivants :

- les prestations de libre passage des assurés actifs, soit 1'682'090'599 francs; elles représentent le montant que la Caisse serait amenée à payer si l'ensemble des affiliés actifs quittait leur emploi au 31.12.2008. Ce montant est en augmentation de 5.8 % ou de quelque 92 millions de francs par rapport à l'exercice précédent. Il comprend le coût plus élevé des prestations qui reviennent à l'assuré. Il est à noter que cette somme est aussi financée en partie par l'assuré lui-même dans le cadre de l'évolution de son salaire. Dans ce montant figurent également les admissions et les démissions effectuées durant l'année en cours ainsi qu'une revalorisation de 4 % qui a été portée sur la somme des salaires assurés des collaboratrices et collaborateurs au 1er janvier 2008 ;
- la valeur actuelle des pensions en cours, soit 1'291'362'959 francs auxquels se rajoutent 41'170'338 francs au titre de provision de longévité; cette valeur correspond à l'engagement total envers les bénéficiaires de pensions jusqu'à l'extinction théorique de leur droit. Cette valeur actuelle est à mettre en rapport avec le montant des réserves mathématiques indiqué dans le bilan au 31.12.2007 de 1'207'800'589 francs. L'augmentation de quelque 124.7 millions de francs ou 10.33 % s'explique par les éléments suivants :
  - l'indexation de l'ensemble des pensions et rentes (1.75 % au 1.1.2008) ;
  - l'accroissement substantiel du nombre de cas d'invalidité et les rentes servies plus élevées ;
  - la longévité accrue des pensionnés ;
  - l'augmentation des réserves mathématiques pour les retraités (augmentation de leur nombre, moyenne d'âge plus basse et pension moyenne plus élevée).

Degré de couverture – Degré d'équilibre - Garantie de l'Etat
Le degré de couverture de la Caisse est passé de 89,6 % à 78.4 %, élevant ainsi la garantie de l'Etat de 295 à 655 millions de francs. Par rapport à l'obligation légale de couverture des rentes en cours, le degré d'équilibre, qui correspond au rapport entre la fortune nette et le capital nécessaire à la couverture des rentes en cours jusqu'à leur extinction, se situait au 31.12.2008 à environ 157 % (en prenant en considération la réserve de fluctuation de valeurs). Il convient de relever que la performance négative atteinte par la Caisse pour cet exercice (- 7,86 %) est malgré tout limitée, par rapport surtout aux performances des autres institutions de prévoyance. En effet, l'Association suisse des institutions de prévoyance (ASIP) a informé ses membres que la performance médiane calculée sur la base des informations des institutions ayant participé au sondage est de - 15 %, avec un éventail des résultats se situant entre - 8 % et - 27 % pour le 90 % des caisses.

Révision de la loi

Le Comité souhaite aller de l'avant dans le projet de révision de la loi. En matière de financement des institutions de droit public, il semble clair que l'on s'acheminera vers un système financier de référence plus capitalisant que l'actuel. Une autre proposition vise notamment à une séparation de pouvoir entre l'autorité politique et l'organe suprême des institutions de prévoyance. Le Comité a dès lors travaillé à un projet de loi allant dans le sens des modifications proposées au niveau fédéral. Il devra encore se prononcer sur certaines questions, mais il semble tout-à-fait réaliste d'envisager une mise en consultation du projet final en 2009. Les résultats de la consultation feront alors l'objet d'un rapport final. D'ici là, le Conseil fédéral aura publié son projet de loi final, ce qui permettra au Comité d'ajuster le projet de révision aux exigences de Berne. De manière optimiste, on pourrait envisager une entrée en vigueur de la nouvelle loi au 1er janvier 2011, pour autant que le législatif aille dans le sens des propositions qui lui seront faites.

CAISSE DE PREVOYANCE DU
PERSONNEL DE L'ETAT

C. Lässer, Président
C. Schafer, Administrateur

Fribourg, 18.03.2009

COMPTES DES EXERCICES 2008 ET 2007

BILAN	**31.12.2008** CHF	**31.12.2007** CHF
ACTIF		
Placements	**2'397'187'997**	**2'561'285'926**
Liquidités et placements monétaires	**608'664'503**	**682'444'023**
Liquidités d'exploitation	5'657'251	11'158'212
Liquidités pour placements	76'732'226	42'024'927
Placements à terme	306'813'668	240'778'361
Prêts	164'252'715	338'793'611
Dépôts fiduciaires	44'836'865	47'952'692
Fonds de placement monétaires	10'371'778	1'723'661
Change à terme	0	12'559
Créances	**10'354'418**	**9'357'145**
Impôts anticipé et à la source	6'504'231	4'981'710
Contributions employeurs	2'014'495	3'424'638
Créances envers des assurés	472'337	450'831
Créances d'exploitation des immeubles et autres	1207068	337'513
Débiteurs divers	156'287	162'453
Titres	**804'834'790**	**959'067'918**
Placements obligataires	**341'479'192**	**372'731'796**
Obligations suisses	123'274'342	103'721'628
Obligations étrangères	218'204'850	269'010'168
Transitoires sur titres (intérêts courus)	**5'738'854**	**6'352'971**
Actions et participations	**457'616'744**	**579'983'152**
Actions suisses	253'390'472	263'191'009
Actions étrangères	201'377'814	313'652'879
Participations	2'848'458	3'139'264
Immobilisations	**760'502'445**	**700'109'339**
Immeubles	**760'286'914**	**699'896'398**
Immeubles construits	700'509'267	671'491'622
Immeubles en mise en valeur	0	4'493'392
Terrains à bâtir	16'032'121	12'686'921
Immeubles en construction	42'243'981	9'154'259
Rénovations	1'501'545	2'070'204
Transitoires sur immeubles	**215'531**	**212'940**
Placements alternatifs	**2'524'341**	**0**
Prêts aux employeurs	**210'307'500**	**210'307'500**
Prêts à terme à l'Etat	210'000'000	210'000'000
Intérêts courus sur prêts à l'Etat	307'500	307'500
Comptes de régularisation de l'actif	**8'683**	**39'105**
TOTAL DE L'ACTIF	**2'397'196'680**	**2'561'325'031**

COMPTES DES EXERCICES 2008 ET 2007

BILAN	**31.12.2008** CHF	**31.12.2007** CHF
PASSIF		
Dettes	**10'560'681**	**10'751'159**
Prestations de libre passage et rentes	**1'573'410**	**4'100'867**
Autres dettes	**6'712'271**	**6'650'291**
Créanciers	5'023'614	3'756'652
Comptes courants	735'980	2'039'124
Fonds de Garantie	952'677	854'515
Dette sur achat bien immobilier	**2'275'000**	**0**
Comptes de régularisation du passif (passifs transitoires)	**2'182'476**	**2'087'930**
Passifs transitoires	39'812	39'812
Passifs transitoires sur titres	128'986	168'824
Passifs transitoires sur immeubles	2'013'678	1'879'294
Capitaux de prévoyance et provisions techniques	**3'040'132'020**	**2'843'982'904**
Capital de prévoyance des assurés actifs	**1'682'090'599**	**1'589'463'525**
Prestations de libre passage des assurés actifs	1'676'256'708	1'583'901'678
Avoirs de vieillesse des assurés actifs du régime LPP	5'833'891	5'561'847
Capital de prévoyance des bénéficiaires	**1'291'362'959**	**1'175'041'567**
Valeur actuarielle des pensions en cours	1'283'362'075	1'167'150'214
Valeur actuarielle des rentes en cours du régime LPP	8'000'884	7'891'353
Provisions techniques	**66'678'462**	**79'477'812**
Provision de longévité	41'170'338	32'759'022
Provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés	25'508'124	46'718'790
Découvert technique	**-655'678'497**	**-295'496'962**
Découvert technique: situation en début de période	-295'496'962	-246'316'441
Excédent de charges	-360'181'535	-49'180'521
TOTAL DU PASSIF	**2'397'196'680**	**2'561'325'031**

COMPTES DES EXERCICES 2008 ET 2007

COMPTE D'EXPLOITATION	2008 CHF	2007 CHF
Cotisations et apports ordinaires	**170'111'099**	**162'714'160**
Cotisations des salariés	66'713'170	63'207'390
Cotisations des employeurs	95'665'343	90'652'486
Cotisations supplémentaires des salariés	715'619	639'158
Rachats	7'016'967	8'215'126
Prestations d'entrée	**49'001'462**	**68'155'445**
Apports de libre passage	48'301'464	67'696'859
Remboursements de versements anticipés pour l'EPL	699'998	458'586
Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée	***219'112'561***	***230'869'605***
Prestations réglementaires	**-113'569'355**	**-102'983'871**
Rentes de vieillesse	-86'125'972	-77'594'219
Rentes de survivants	-15'770'930	-14'865'649
Rentes d'invalidité	-8'312'573	-8'040'753
Autres prestations réglementaires	-97'977	-79'200
Prestations en capital à la retraite	-3'024'915	-2'276'292
Prestations en capital au décès et à l'invaliditié	-236'988	-127'757
Prestations de sortie	**-47'125'527**	**-49'131'416**
Prestations de libre passage en cas de sortie	-34'801'733	-36'553'025
Versements anticipés pour l'EPL/divorce	-12'323'794	-12'578'391
Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés	***-160'694'882***	***-152'115'287***
Dissolution/Constitution de capitaux de prévoyance, provisions techniques	**-196'149'115**	**-208'768'577**
Constitution de capitaux de prévoyance des assurés actifs	-45'908'283	-73'279'296
Constitution de capitaux de prévoyance des bénéficiaires	-116'321'392	-82'129'080
Constitution de provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés	-25'508'124	-46'718'790
Constitution de provision de longévité	-8'411'316	-6'641'412
Charges d'assurances	**-952'677**	**-854'515**
Cotisations au Fonds de garantie	-952'677	-854'515
Résultat net de l'activité d'assurance	***-138'684'113***	***-130'868'774***
Résultat net des placements	**-219'793'323**	**83'140'547**
Résultat net des liquidités	11'395'940	16'143'053
Résultat net des placements obligataires	-11'191'852	10'681'665
Résultat net des actions et participations	-263'430'310	20'866'254
Résultat net des placements alternatifs	-807'417	
Résultat net des immeubles	40'989'190	32'742'859
Intérêts sur prêts à l'employeur	7'337'500	7'337'500
Frais d'administration des placements	-4'086'374	-4'630'784
Autres produits	**102'646**	**338'632**
Produits de prestations fournies	102'646	99'762
Produits divers	0	238'870
Autres frais	**-115'347**	**-24'730**
Frais d'administration	**-1'691'398**	**-1'766'196**
Excédent de charges	***-360'181'535***	***-49'180'521***

COMPTES D'EXPLOITATION CONDENSES DES EXERCICES 2008 ET 2007

RUBRIQUES	REGIME PENSIONS		REGIME LPP		TOTAL	
	2008 CHF	2007 CHF	2008 CHF	2007 CHF	2008 CHF	2007 CHF
Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée	**214'900'920**	**226'355'240**	**4'211'641**	**4'514'365**	**219'112'561**	**230'869'605**
Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés	**-156'883'059**	**-145'906'954**	**-3'811'823**	**-6'208'333**	**-160'694'882**	**-152'115'287**
Dissolution/Constitution de capitaux de prévoyance	**-195'734'900**	**-209'114'034**	**-414'215**	**345'457**	**-196'149'115**	**-208'768'577**
Contributions au Fonds de Garantie	**-938'259**	**-843'144**	**-14'418**	**-11'371**	**-952'677**	**-854'515**
Résultat net de l'activité d'assurance	**-138'655'299**	**-129'508'891**	**-28'814**	**-1'359'884**	**-138'684'113**	**-130'868'775**
Résultat net des placements					**-219'793'323**	**83'140'547**
Autres produits					**102'646**	**338'632**
Autres frais					**-115'347**	**-24'730**
Frais d'administration					**-1'691'398**	**-1'766'196**
Excédent de charges					**-360'181'535**	**-49'180'522**

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

I. Bases et organisation

I.1. Forme juridique et but

La Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg (ci-après CPPEF) est une institution de prévoyance de droit public qui possède la personnalité juridique et est pourvue d'une administration séparée de celle de l'Etat. Son but est d'assurer des prestations en cas de retraite, d'invalidité et de décès.

I.2. Enregistrement LPP et Fonds de garantie LPP

La CPPEF est enregistrée au registre de la prévoyance professionnelle auprès du Service de la surveillance des fondations et de la prévoyance professionnelle du canton de Fribourg.

De plus, elle est inscrite au Fonds de garantie LPP et y verse des cotisations.

I.3. Indications des actes et des règlements

L'activité de la CPPEF est régie par :

a) Dispositions légales

- Loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (LCP) du 29 septembre 1993, modifiée partiellement par les lois du 2 octobre 1996, du 17 septembre 1997, du 17 octobre 2001 et par l'ordonnance du 22 mars 2005 du Conseil d'Etat du canton de Fribourg

- Divers arrêtés du Conseil d'Etat du canton de Fribourg

b) Réglementation interne

	Version du :
- Règlement d'organisation et Directives réglant la gestion de la fortune	22 novembre 2007
- Règlement de la commission immobilière	3 avril 1989
- Règlement des commissions de bâtisse	30 mai 1989
- Règlement de la commission administrative	1er juin 2005
- Règlement pour les passifs de nature actuarielle	1er septembre 2006

Par ailleurs, la CPPEF est signataire depuis 2006 du code de déontologie auprès de la Fondation Code de déontologie dans le domaine de la prévoyance professionnelle.

I.4. Organe de gestion paritaire / droits de signature

I.4.1. Organe de gestion paritaire / Présidence / Administration

Le Comité de la CPPEF se compose de douze membres, dont six sont des représentants de l'Etat et six des représentants des salariés.

Le Président du Comité est le conseiller d'Etat Directeur des finances (LCP art. 6 al. 5).

Au 31 décembre 2008, la composition du Comité était la suivante :

Représentants de l'Etat	Représentants des salariés
LÄSSER Claude, Président	MUTRUX Gérald, Vice-Président
CLEMENT Pierre-Alain	COLLAUD Germain
COLLAUD Paul	DELLEY Stéphane
HAYOZ Markus	MARTY René
STEPHAN Jacques	MINDEL Claude
AUBRY Laurent	SAVOY Jean-Daniel

L'administration de la CPPEF est assumée par Monsieur Claude Schafer.

I.4.2. Droits de signatures et de compétences

Les droits de signatures et de compétences sont régis par un règlement du 1er mai 2005 ; la CPPEF est représentée vis-à-vis de tiers par les signatures collectives à deux des membres du Comité ou des personnes en charge de l'administration.

I.5. Expert, organe de contrôle, autorité de surveillance, consultant

I.5.1. Expert en prévoyance professionnelle (actuaire) :

Pittet Associés S.A. à Genève

I.5.2. Organe de contrôle

NBA Audit S.A. à Villars-sur-Glâne

I.5.3. Autorité de surveillance

Service de la surveillance des fondations et de la prévoyance professionnelle du Canton de Fribourg à Fribourg

I.5.4. Consultant en placements

Coninco Advisory S.A. à Vevey

I.6. Employeurs affiliés

Les employeurs affiliés à la CPPEF se composent :

	Nombre d'employeurs affiliés au :	
	31.12.2008	31.12.2007
- Etat de Fribourg et ses établissements	13	13
- Communes et associations de communes	12	11
- Autres institutions liées étroitement à l'Etat de Fribourg (selon LCP art. 3 al. 2)	32	31
Total	57	55

II. Membres actifs et bénéficiaires de pensions et rentes – Rapport démographique

II.1. Assurés actifs

	2008	2007	Variation
Effectifs			
Régime de pensions	14'942	14'555	387
Régime LPP	579	498	81
Total	**15'521**	**15'053**	**468**
Age moyen			
Régime de pensions	41.83	42.16	-0.33
Régime LPP	38.58	39.41	-0.83

II.2. Bénéficiaires de pensions et rentes

	2008	2007	Variation
Effectifs			
Régime de pensions	**3'521**	**3'288**	**233**
Pensions de vieillesse	2'440	2'222	218
Pensions d'invalidité	323	317	6
Pensions de conjoints	669	660	9
Pensions d'orphelins	77	78	- 1
Pensions d'enfants de retraités	12	11	1
Régime LPP	**136**	**130**	**6**
Rentes de vieillesse	88	86	2
Rentes d'invalidité	24	24	0
Rentes de conjoints	13	11	2
Rentes d'orphelins	5	5	0
Rentes d'enfants de retraités	4	2	2
Rentes d'enfants d'invalides	2	2	0
Total	**3'657**	**3'418**	**239**

II.3. Total des affiliés

	2008	2007	Variation
Effectifs			
Régime de pensions	18'463	17'843	620
Régime LPP	715	628	87
Total	**19'178**	**18'471**	**707**

II.4. Rapport démographique

Le rapport démographique correspond à la proportion entre le nombre des bénéficiaires de rentes et celui des assurés actifs, soit :

	2008	2007
Régime de pensions	23.56%	22.59%
Régime LPP	23.49%	26.10%
Global	**23.56%**	**22.70%**

III. Nature de l'application du but de la Caisse

III.1. Explication des plans de prévoyance

La CPPEF pratique deux plans de prévoyance : le régime de pensions et le régime LPP.

Le **régime de pensions** s'adresse au personnel qui est au bénéfice d'un statut de droit public ou qui a une activité durable et principale au service de l'Etat ou de ses établissements.
Le régime de pensions est une **primauté des prestations sur la somme revalorisée des salaires assurés**. L'objectif de pension final n'est pas exprimé par rapport au dernier salaire assuré, mais bien sur le salaire moyen de carrière, revalorisé.
Le régime de pensions est déterminé par les caractéristiques principales suivantes :

- le salaire assuré est égal au salaire déterminant, moins une déduction de coordination égale aux 90% de la rente AVS annuelle maximale (CHF 23'868.00 pour un taux d'activité de 100%) et multipliée par le taux d'activité. Le salaire assuré maximal annuel en 2008 était de CHF 178'916.40 ;
- la prestation de retraite est égale à 1.6% de la somme revalorisée des salaires assurés à la fin du mois qui précède la retraite. Les pensions sont adaptées une fois par année suivant l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation. Il existe la possibilité de prélever sous forme de capital au maximum ¼ de l'avoir LPP en cas de retraite ;
- la pension d'invalidité est égale à la pension de retraite projetée à 65 ans multipliée par le degré d'invalidité, mais au maximum à 60% du dernier salaire assuré multiplié par le degré d'activité ;
- la pension de personne conjointe survivante est égale à 60% de la pension d'invalidité entière qu'aurait pu toucher la personne assurée (en cas de décès d'un actif), ou à 60% de la pension de la personne défunte (en cas de décès d'une personne retraitée ou invalide) ;
- la Caisse sert aussi des prestations d'enfant de retraité dès qu'une personne retraitée a atteint l'âge de 65 ans révolus, ainsi que des pensions d'enfant orphelin.

Le **régime LPP** s'adresse au personnel auxiliaire ou temporaire. Il est constitué d'un processus d'épargne comparable à celui de la LPP, accompagné d'une couverture, exprimée en pourcent du salaire assuré, pour les risques invalidité et décès. Il fonctionne donc selon le principe de la **biprimauté** (primauté des cotisations pour l'épargne et primauté de prestations pour les risques).

Le régime LPP est déterminé par les caractéristiques principales suivantes :

- l'avoir de vieillesse correspond aux bonifications vieillesse, plus les prestations de libre passage LPP reçues, avec intérêt de 4% ;
- la rente de vieillesse se calcule comme suit : l'avoir de vieillesse est converti en rente selon le barème transitoire des taux de la 1ère révision LPP entrée en vigueur au 01.01.2005. L'âge de la retraite est fixé à 65 (hommes) / 64 ans (femmes). Possibilité de retraite dès l'âge de 60 ans, avec une réduction correspondante du facteur de conversion. Les rentes sont adaptées une fois par année suivant l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation ;
- la rente d'invalidité se compose de la rente présumée de vieillesse, augmentée des intérêts calculés selon les modalités de la LPP, mais au max équivalente à 40% du salaire assuré multiplié par le degré d'invalidité ;
- la rente de conjoint survivant est déterminée à hauteur de 60% de la rente d'invalidité entière qu'aurait pu toucher l'assuré (en cas de décès d'un actif), ou de 60% de la rente du défunt (en cas de décès d'un retraité ou d'un invalide) ;
- la Caisse sert aussi des rentes d'enfants d'invalide et des rentes d'enfant orphelin égales à 20% de la rente d'invalidité.

III.2. Financement, méthodes de financement

III.2.1. Régime de pensions

Le taux de cotisation du régime de pensions, global et uniforme, est égal à 19,5% du salaire assuré quels que soient l'âge et le sexe de l'assuré. Il est réparti à raison de 11,5% à la charge de l'employeur et de 8,0 % à la charge des assurés, ce qui représente 59% environ du financement pour l'employeur et 41% pour les assurés.

Selon les articles 13 et 16 de la LCP, le financement du régime de pensions est basé sur le système **financier mixte** de la **répartition des capitaux de couverture**. Rappelons que, selon ce système, la fortune de la Caisse doit permettre de couvrir en tout temps au moins la valeur actuelle des pensions en cours (ou, selon la norme RPC 26, le capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions), augmentée de la provision de longévité.

III.2.2. Régime LPP

Selon l'âge de l'assuré, la cotisation d'épargne varie entre 7 et 18% du salaire assuré, celui-ci étant limité au maximum à CHF 56'355.00. Une cotisation supplémentaire de 2,4% du salaire assuré est prélevée pour financer les risques invalidité et décès, la cotisation au fonds de garantie et les frais administratifs. Le financement est paritaire.
Le régime LPP fonctionne en **capitalisation intégrale**. Ainsi, la fortune qui lui est propre doit donc couvrir en tout temps la totalité des capitaux de prévoyance, composés des avoirs de vieillesse accumulés des assurés actifs et des réserves mathématiques (ou valeur actuelle) des pensions en cours.

III.2.3. Autres informations sur l'activité de prévoyance

Néant.

IV. Principes d'évaluation et de présentation des comptes

IV.1. Confirmation sur la présentation des comptes selon la Swiss GAAP RPC 26 (Swiss Generally Accepted Accounting Principles – Recommandations pour la Présentation des Comptes)

Les comptes de la CPPEF sont présentés en conformité à la norme comptable Swiss GAAP RPC 26.

Vu que la CPPEF applique deux plans de prévoyance (régime de pensions et régime LPP), il a été élaboré un compte d'exploitation complémentaire présentant les résultats distincts propres à chaque régime ; ce document fait partie intégrante des comptes annuels et figure dans les présents états financiers.

IV.2. Principes comptables et d'évaluation

Les principes d'évaluation des postes du bilan sont les suivants :

- *Conversion des valeurs en devises étrangères*
  Les cours de change à la date du bilan sont pris en considération.

- *Liquidités*
  Elles sont évaluées à leur valeur nominale.

- *Créances*
  Elles sont évaluées à leur valeur nominale. Les provisions économiquement nécessaires liées à un risque spécifique sont portées directement en diminution des actifs correspondants.

- *Titres*
  Les obligations, les notes, les actions et les fonds de placements sont évalués à leur valeur de marché à la date du bouclement.

  Les actions non cotées et les participations sont évaluées en prenant la valeur des fonds propres de la société à la date de clôture tout en tenant compte d'éventuelles réserves latentes communiquées par l'administration de la société.

- *Immeubles*
  - *Immeubles construits*
    Chaque immeuble est évalué à la valeur de rendement capitalisé sur la base des états locatifs bruts au moyen des paramètres suivants :
    - Objectif de rendement net de 4.5% ;
    - Taux de charge déterminé en prenant la moyenne des charges d'exploitation des cinq dernières années ;
    - Taux de vacance déterminé sur la moyenne des cinq dernières années ;
    - Majoration forfaitaire pour certains immeubles subventionnés ;
    - Majoration pour affectation spécifique ;
    - Vétusté : prise en compte des besoins en rénovation sur une durée de dix ans.
  - *Immeubles acquis en cours d'année*
    La valeur des nouvelles acquisitions est déterminée sur la même base que les immeubles construits hormis les taux de charge et de vacance. Pour la fixation du taux de charge il est tenu compte pour la première année de charges budgétées ; par la suite il est tenu compte des charges effectives. Quant au taux de vacant, il est tenu compte la première année du taux de vacance constaté pendant la période d'acquisition ; par la suite, les taux de vacance des cinq dernières années ou moins en fonction de durée de possession sont pris en considération.
  - *Immeubles en mise en valeur (durée maximum 3 ans)*
    La valorisation est égale au coût de construction si celui-ci est inférieur à la valeur réelle des immeubles en cours de mise en valeur, déterminée sur la base des principes définis pour les immeubles acquis en cours d'année, hormis le taux de vacance à appliquer. Ce taux est calculé sur la moyenne du taux de vacance globale du portefeuille de la Caisse pour les trois dernières années, additionné de cinq pourcents. Si le coût de construction est supérieur à la valeur réelle des immeubles, cette dernière est appliquée.
  - *Terrains à bâtir*
    La valeur de marché à la date de bouclement est prise en considération.
  - *Immeubles en construction*
    La valeur accumulée des coûts de construction est prise en considération.
  - *Rénovations*
    La valeur accumulée des coûts de rénovation est prise en considération.

  Pour les objets dont une vente ferme intervient après la date de bouclement, les prix de vente nets, connus au moment du bouclement des comptes, sont retenus comme valorisation.

- *Prêts aux employeurs*
  Les prêts à terme à l'Etat de Fribourg figurent aux valeurs nominales.

- *Autres actifs et engagements*
  Les autres créances et engagements figurent au bilan aux valeurs nominales.

- *Capitaux de prévoyance et provisions techniques*
  La méthode statique est appliquée. Les capitaux de prévoyance font l'objet d'une attestation de la part de l'actuaire.

  La provision pour revalorisation des salaires assurés est déterminée sur la base des dispositions de la loi sur la Caisse (LCP art. 66).

V. Couverture des risques / règles techniques / degré de couverture

V.1. Nature de la couverture des risques

Les risques couverts sont l'invalidité, le décès et la vieillesse.

V.2. Explications des actifs et passifs de contrats d'assurance

La CPPEF est une caisse autonome qui assure intégralement ses risques et n'est, de ce fait, pas réassurée.

V.3. Développement et rémunération des avoirs épargne en primauté des cotisations (régime LPP)

a. Développement :

	31.12.2008	31.12.2007	Variation
Avoirs de vieillesse des assurés actifs	5'833'891	5'561'847	272'044

b. Rémunération :

Taux d'intérêt servi sur les avoirs	4.00 %	4.00%	-

V.4. Développement du capital de couverture pour les assurés actifs en primauté de prestations (régime de pensions)

	2008	2007
Prestations de libre passage (PLP) au début de l'exercice	1'583'901'678	1'477'636'848
Variations de l'exercice :		
+ augmentation des PLP des assurés présents toute l'année	92'790'880	88'346'802
+ augmentation des PLP des assurés entrés en cours d'exercice	42'323'279	61'475'558
- PLP des assurés démissionnaires durant l'exercice	- 42'759'129	- 43'557'530
Total de la variation annuelle	*92'355'030*	*106'264'830*
Prestations de libre passage en fin d'exercice	1'676'256'708	1'583'901'678

V.5. Provision technique pour revalorisation de la somme des salaires assurés

La Caisse a procédé à une revalorisation de 2% de la somme des salaires assurés au 1er janvier 2009 soit CHF 25.5 mio. Cette revalorisation prend en compte l'indexation des salaires du personnel de l'Etat au 1er janvier 2009. Le montant de cette revalorisation est enregistré dans les comptes 2008.

V.6. Développement et rémunération des comptes témoins selon la LPP des assurés actifs du régime de pensions

a. Développement :

	31.12.2008	31.12.2007	Variation
Avoirs de vieillesse des assurés actifs	838'697'672	789'055'365	49'642'307

b. Rémunération :

Taux d'intérêt servi sur les avoirs	2.75 %	2.50 %	0.25 %

V.7. Développement des capitaux de prévoyance des bénéficiaires (réserve de longévité incluse)

Régime de pensions

	Capitaux de prévoyance		Variations			
	2008 CHF	2007 CHF	2008/2007 CHF	2007/2006 CHF	2008/2007 %	2007/2006 %
Retraités	1'052'110'965	938'330'048	113'780'917	85'595'335	+ 12.1	+ 10.0
Invalides	122'410'147	119'256'360	3'153'787	- 7'150'319	+ 2.6	- 5.7
Conjoints	145'171'148	137'170'380	8'000'768	8'775'818	+ 5.8	+ 6.8
Orphelins	4'389'101	4'733'592	- 344'491	447'820	- 7.3	+ 10.4
Enfants de retraités	201'404	201'848	- 444	- 42'262	- 0.2	- 17.3
Total	**1'324'282'765**	**1'199'692'228**	**124'590'537**	**87'626'392**	**+ 10.4**	**+ 7.9**

Régime LPP

	Capitaux de prévoyance		Variations			
	2008 CHF	2007 CHF	2008/2007 CHF	2007/2006 CHF	2008/2007 %	2007/2006 %
Retraités	4'632'470	4'610'140	22'330	117'315	+ 0.5	+ 3.5
Invalides	2'696'537	2'654'324	42'213	5'230	+ 1.6	+ 0.2
Conjoints	722'136	702'842	19'294	13'467	+ 2.7	+ 1.9
Orphelins	109'291	118'539	- 9'248	- 15'712	- 7.8	- 10.9
Enfants de retraités	12'406	9'017	3'389	- 764	+ 37.6	- 7.8
Enfants d'invalides	77'692	13'499	64'193	- 2'485	+ 475.5	- 18.2
Total	**8'250'532**	**8'108'361**	**142'171**	**117'051**	**+ 1.8**	**+ 1.7**

Au 1er janvier 2008 l'indexation des pensions et rentes a été de 1.75%.

V.8. Résultats de la dernière expertise actuarielle

La dernière expertise date d'août 2006 et a été établie sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2005. Pittet Associés SA, actuaire, atteste que l'équilibre financier de la Caisse est assuré compte tenu de son financement, de son plan de prévoyance, des systèmes financiers appliqués et de la garantie accordée par l'Etat.

V.9. Bases techniques et autres hypothèses significatives sur le plan actuariel

Les réserves mathématiques sont déterminées sur la base des tables actuarielles VZ 2000. Le taux d'intérêt technique de la CPPEF est de 4.5%.

V.10. Degré de couverture selon l'art. 44 OPP 2 et garantie de l'Etat de Fribourg en situation statique

Le degré de couverture et le montant de la garantie de l'Etat couvrant le découvert technique en capitalisation sont les suivants :

	31.12.2008 CHF	31.12.2007 CHF
Fortune nette (actifs de la caisse diminués des exigibles à court terme)	2'384'453'523	2'548'485'942
Capitaux de prévoyance et provisions techniques	- 3'040'132'020	- 2'843'982'904
Découvert technique – Garantie de l'Etat (*)	**- 655'678'497**	**- 295'496'962**
Degré de couverture	**78.4 %**	**89.6 %**

(*) L'Etat garantit en tout temps, selon l'article 16 de la Loi sur la Caisse, l'équilibre financier.

VI. Explications relatives aux placements et au résultat net des placements

VI.1. Organisation de l'activité de placements, règlement de placements

Les placements financiers sont confiés aux établissements suivants :

- Banque Cantonale de Fribourg - mandat pour la gestion d'un portefeuille mixte ;
- FTI Suisse S.A. à Genève - gestion de deux portefeuilles en obligations étrangères déposées auprès de la Banque Pictet & Cie à Genève ;
- Crédit Suisse à Fribourg - mandat de gestion en actions suisses et étrangères ;
- UBS à Fribourg - mandat de gestion en actions suisses et européennes ainsi qu'en obligations étrangères ;
- IAM S.A. à Genève - mandat de gestion d'un portefeuille d'actions suisses ;
- Rouiller, Zurkinden & Cie Finance S.A. à Fribourg - mandat pour la gestion d'un portefeuille mixte.

Les immeubles de la Caisse sont en gérance auprès des régies suivantes :

- Régie de Fribourg S.A., à Fribourg ;
- Gerama S.A., à Fribourg ;
- Régie Châtel S.A., à Châtel-St-Denis ;
- Gestions Martin S.A., à Estavayer-le-Lac ;
- Gendre & Emonet Gérance et Fiduciaire S.A., à Montreux ;
- Graf.riedi A.G., à Berne.

VI.2. Utilisation des extensions avec résultat du rapport (art. 59 OPP2)

L'article 59 OPP 2 permet d'étendre les placements indiqués à l'article 53 de cette même ordonnance. En se basant sur un règlement de placement qui mentionne clairement les dispositions règlementaires en matière d'allocation stratégique, la Caisse peut investir dans des placements alternatifs à hauteur de maximum 3 %, avec l'accord préalable du Comité avant tout engagement dans ce domaine. Toutes les études et analyses démontrent que des placements alternatifs influent de manière positive dans un portefeuille par une diminution de la volatilité, donc du risque. Le Comité a dès lors décidé d'inclure dans ses placements un faible pourcentage de fonds alternatifs et d'analyser par une approche pragmatique plutôt que théorique l'effet de cette nouvelle classe d'actifs. Ainsi, la Caisse analysera les performances de deux fonds alternatifs de type « ombrelle », à savoir un hedge fund directionnel et un hedge fund non directionnel, en investissant au maximal une somme de l'ordre de trois à quatre millions de francs. Sur la base des rendements obtenus au terme d'une période d'essai de plusieurs années, la Caisse analysera plus en détail l'opportunité d'accroitre ou non les investissements dans ce genre de fonds. L'investissement se fait par le biais d'un portefeuille balancé, comportant entre autres les segments hedge fund précités et répondant en tous points à la capacité de risque globale des autres investissements de la Caisse.

VI.3. Objectif de la réserve de fluctuations de valeurs

Conformément aux calculs de Coninco Advisory S.A., consultant en placements, le Comité a fixé l'objectif de réserve de fluctuation de valeur comme suit :

Selon l'art. 45 OPP 2, la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat étant une institution de droit public, elle peut déroger au principe du bilan en caisse fermée. En vertu de l'art. 48e OPP2 et compte tenu de l'allocation stratégique choisie par la Caisse au moment de l'établissement du bilan, les réserves de fluctuations nécessaires avec un niveau de confiance statistique de 68.3% se montent à **CHF 172,2 mios** contre CHF 122,7 mios à fin 2007. Ce calcul prend en compte la totalité des investissements, la répartition effective, la corrélation entre les différentes classes d'actifs ainsi que l'objectif de rendement de la Caisse.
Le niveau de réserve calculé considère un montant minimum à disposer sur un horizon d'une année, pour absorber une baisse des marchés, soit 4.3 points du degré de couverture.

Limitations du modèle
Le calcul des réserves nécessaires se base sur l'hypothèse de normalité des rendements des actifs. Des études empiriques montrent que les actifs financiers peuvent s'écarter de la distribution normale. D'une part, les événements extrêmes ont tendance à se produire plus fréquemment que ne le prévoit la distribution normale. D'autre part, les rendements de certains actifs financiers sont asymétriques. En conséquence, l'objectif de réserves de fluctuations proposé sous l'hypothèse de normalité peut s'écarter de manière plus ou moins importante de la réalité économique. On constatera que l'exercice 2008 s'écarte de la distribution normale précitée, puisque la moins-value enregistrée a été supérieure à la réserve de fluctuations calculée à la fin de l'exercice 2007.

Il faut souligner que, selon la recommandation Swiss GAAP RPC 26, les institutions de prévoyance avec promesse de garantie de corporations de droit public ne peuvent pas constituer, en cas de découvert, de réserves de fluctuations de valeurs dans le bilan.

Le Comité est en train de mener une réflexion sur le modèle à prendre en compte pour l'évaluation de l'objectif de réserve de fluctuations de valeurs. Des travaux seront entrepris en 2009.

VI.4. Présentation des placements par catégories

	Montants au 31.12.2008 CHF	% de la fortune	Limites OPP2	SAA	Marges tactiques Min	Max
Limites par catégories de placement						
Débiteurs suisses	895'528'783	37%	100%	33%	0.00%	68.00%
Débiteurs étrangers	281'239'897	12%	20%	10%	7.50%	12.50%
Actions suisses	256'238'930	11%	30%	10%	7.50%	20.00%
Actions étrangères	201'377'814	8%	25%	10%	5.00%	17.50%
Immeubles	760'286'914	32%	50%	37%	25.00%	40.00%
Placements alternatifs	2'524'341	0%	0%	3%		
Fortune totale	**2'397'196'680**	**100%**				
Limites globales						
Actions	457'616'745	19.09%	50%	(art. 55 OPP 2 let. c)		
Valeurs réelles	1'220'428'000	50.91%	70%	(art. 55 OPP 2 let. b)		
Placements étrangers	484'317'264	20.20%	30%	(art. 55 OPP 2 let. d)		
Créances et participations étrangères	482'617'711	20.13%	30%	(art. 55 OPP 2 let. e)		

SAA = Strategic asset allocation= allocation stratégique des actifs

VI.5. Placements à terme et prêts

Les placements à terme échoient tous dans le courant de l'année 2009.

Les prêts se subdivisent comme suit :

- Prêts aux banques pour CHF 149.5 mio
- Prêts aux Communes et associations de communes pour CHF 13.7 mio

VI.6. Instruments financiers dérivés en cours (ouverts)

Au cours de l'exercice 2008, aucun produit dérivé n'a été utilisé.

VI.7. Valeurs de marché et co-contractants des titres en securities lending

La CPPEF n'autorise pas le securities lending.

VI.8. Explications du résultat net des placements

(En milliers de CHF)	Intérêts Dividendes	Gains réalisés	Pertes réalisées	Gains non réalisés	Pertes non réalisées	Frais	**Totaux 2008**
Liquidités et placements monétaires	17'019	7'586	-10'851	1'823	-4'177	-4	**11'396**
Obligations suisses	2'867	32	-1	755	-17		**3'636**
Obligations étrangères	9'047	1'740	-7'105	11'378	-29'887		**-14'827**
Actions suisses	6'067	635	-4'969	105	-109'243		**-107'405**
Actions étrangères	9'483	4'114	-24'021	4'799	-150'142		**-155'767**
Placements alternatifs			-88		-720		**-808**
Participations	33				-291		**-258**
Prêts aux employeurs	7'337						**7'337**
Frais d'administration des placements financiers						-4'086	**-4'086**
Résultat net des placements financiers	51'853	14'107	-47'035	18'860	-294'477	-4'090	**-260'782**

	Loyers	Gains réalisés	Pertes réalisées	Ajustements de valeurs	Charges d'exploitation		
Immeubles	47'327			6'185	-12'523 *		**40'989**
Résultat net des placements							**-219'793**

*Les charges d'exploitation des immeubles englobent des honoraires de gérance pour CHF 1.882 mio.

VI.8.1. Frais d'administration des placements financiers

(En milliers de CHF)	**2008**	**2007**
Frais de gestion des titres	2'341	2'713
Frais de consultants	34	34
Impôts à la source non-récupérables	889	800
Frais de transactions et timbre fédéral	822	1'084
Totaux	**4'086**	**4'631**

VI.8.2. Performance des placements

Le détail de la performance nette de l'ensemble des placements de la Caisse pour l'exercice 2008 se présente comme suit:

Genre de placements	**Performance**	
	2008	**2007**
Liquidités et placements à terme	1.24%	2.45%
Prêts (y.c. prêts aux employeurs)	3.13%	2.83%
Obligations suisses	3.29%	- 0.76%
Obligations étrangères	- 5.81%	3.01%
Actions suisses	-33.23%	0.41%
Actions étrangères	-46.34%	7.63%
Participations	- 8.20%	-15.84%
Placements alternatifs	-25.10%	0.00%
Total des placements financiers	**-14.06%**	**3.15%**
Immeubles	5.48%	4.82%
Total de la Caisse	**- 7.86%**	**3.59%**

VI.9. Immeubles

VI.9.1. Généralités

Au 31 décembre 2008, la Caisse est propriétaire de 120 immeubles construits, représentant 5352 objets, soit 2397 appartements, 2782 garages et places de parc et 173 locaux commerciaux.

VI.9.2. Evolution des valeurs 2008 du parc immobilier

(En milliers de CHF)

Désignation	**Immeubles construits**	**Immeubles en cours de mise en valeur**	**Terrains à bâtir**	**Immeubles en construction**	**Rénovations**	**TOTAL**
Valeurs actuelles 1.1.2008	671'492	4'493	12'687	9'154	2'070	699'896
Mouvement 2008						
• Acquisitions / constructions / rénovations	8'671		6'575	35'558	3'402	54'206
• Ventes 2008						
• Mutations de groupe	14'161	-4'493	-3'230	-2'468	-3'970	0
• Adaptations aux valeurs actuelles du 31.12.2008	6'185					6'185
Valeurs actuelles 31.12.2008	700'509	0	16'032	42'244	1'502	760'287

Le taux moyen de capitalisation des « Immeubles construits » s'élève à 6,54% au 31 décembre 2008, contre 6,56% au 31 décembre 2007.

VI.9.3. Résultats 2008 des immeubles

(En milliers de CHF)

Désignation	Immeubles construits	Immeubles en cours de mise en valeur	Terrains à bâtir	Immeubles en construction	TOTAL
Adaptations des objets immobiliers aux valeurs actuelles du 31.12.2008	6'185				6'185
Résultats sur ventes					
Résultats d'exploitation (y. c. produits et charges communs)	34'537		-76	343	34'804
Résultats globaux 2008	40'422	0	-76	343	40'989
Performance 2008					5.48 %
Performance 2007					4.82 %
Rendements d'exploit. 2008					
Rendements bruts					7.07 %
Rendements nets					5.17 %
Rendements d'exploit. 2007					
Rendements bruts					6.93 %
Rendements nets					5.14 %

Les performances annuelles 2008 sont déterminées sur la base des résultats globaux du parc immobilier par rapport aux « valeurs réelles » au 1er janvier 2008.

Les rendements annuels sont déterminés sur la base des résultats d'exploitation par rapport aux « valeurs d'investissement » moyennes de l'année.

VI.9.4. Informations diverses

Des intérêts intercalaires sur les immeubles en construction, représentant un montant de CHF 352'917, figurent dans les rendements immobiliers du compte d'exploitation.

Les valeurs d'assurance incendie des immeubles construits s'élèvent à CHF 729'425'130

VI.10. Explications des placements chez l'employeur

Les prêts en cours sont les suivants :

- CHF 200 millions rémunérés au taux de 3.5% du 31.12.2001 au 31.12.2013 ;
- CHF 10 millions rémunérés au taux de 3.375% du 2.2.1999 au 2.2.2009.

VII. Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation

VII.1. Indication sur les titres de participation (rubrique « Participations »)

Sociétés	Capital-actions	Quote-part 2008	Quote-part 2007
Régie de Fribourg SA, Fribourg	CHF 110'000	100.00%	100.00%
Capital Risque Fribourg SA, Fribourg	CHF 7'500'000	20.00%	20.00%

L'évaluation au 31 décembre 2008 de la participation de la Régie de Fribourg SA sur la base des principes énumérés au point IV.2 de la présente annexe. Pour la Société Capital Risque Fribourg SA, l'évaluation est basée sur les états financiers au 31.12.2007.

VIII. Demandes de l'Autorité de surveillance

Les renseignements complémentaires relatifs aux exercices 2005 et 2006 demandés par l'Autorité de surveillance lui ont été transmis. De même, les considérations émises par ladite Autorité concernant la présentation des états financiers et de l'annexe ont été prises en compte pour l'établissement des états financiers de l'exercice sous revue.

A ce jour, la Caisse n'a pas reçu de l'Autorité précitée de correspondance relative à la prise de connaissance des comptes 2007.

IX. Autres informations relatives à la situation financière

IX.1. Découvert / Explication des mesures prises

Le degré de couverture est défini conformément à la LPP et à ses dispositions d'application (art. 44 OPP2). Il est calculé au 1er janvier de chaque année sur la base de la fortune au 31 décembre de l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2008, le degré de couverture de la Caisse est de **78.4 %** contre 89.6 % à fin 2007.

En tant qu'institution de prévoyance d'une collectivité publique, la Caisse peut déroger au principe du bilan en caisse fermée aux conditions définies par les articles 69 alinéa 2 LPP et 45 OPP2. C'est ainsi que sur la base de l'article 16 de la Loi du 29 septembre 1993 sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat, celle-ci a l'obligation de disposer d'une fortune nette de prévoyance au moins équivalente aux capitaux de prévoyance des bénéficiaires de pensions et de rentes auxquels il convient d'ajouter les capitaux de prévoyance des assurés actifs du régime LPP.

Le capital minimal dont doit disposer la Caisse au 31 décembre 2008 en application de cette disposition se monte à quelque CHF 1'338 millions. La fortune nette de prévoyance s'élevant à CHF 2'384 millions au 31 décembre 2008, aucune mesure d'assainissement n'est ainsi nécessaire en l'état.

IX.2. Liquidations partielles

Les conditions et la procédure de liquidations partielles ont été fixées dans l'Ordonnance du Conseil d'Etat (122.73.12) du 9 novembre 2004 concernant l'affiliation des institutions externes à la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat. La Caisse n'a procédé à aucune liquidation partielle durant l'exercice sous revue.

IX.3. Procédures juridiques en cours

Les cas de dossiers faisant actuellement l'objet d'une procédure auprès du Tribunal administratif sont au nombre de huit ; les engagements qui découlent de ces litiges n'ont pas besoin de faire l'objet de provisions particulières.

IX.4. Constitution de gages en faveur de tiers et montant global des actifs mis en gage

Dans le cadre de la réalisation d'un projet immobilier, la Caisse a acquis en 2008 des terrains qui figurent au bilan du 31 décembre 2008 pour une valeur de CHF 6.6 millions. Cet actif fait l'objet d'une inscription d'une hypothèque légale de CHF 2.275 millions à titre de garantie en faveur de la venderesse pour le solde de ce montant encore dû au 31 décembre 2008 sur le prix d'acquisition. Ce chiffre figure au passif du bilan sous la position « Dettes sur achat bien immobilier ».

X. Evénements postérieurs à la date du bilan

Néant

Fribourg, le 18 mars 2009

Annexe 1

Bilan technique

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

en CHF

	31.12.2008	31.12.2007
Total de l'actif	2'397'196'680	2'561'325'031
Dettes	- 10'560'681	- 10'751'159
Compte de régularisation du passif	- 2'182'476	- 2'087'930
FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE (FP)	**2'384'453'523**	**2'548'485'942**
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions	1'676'256'708	1'583'901'678
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	5'833'891	5'561'847
Capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions du régime de pensions [1]	1'283'362'075	1'167'150'214
Capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions du régime LPP [1]	8'000'884	7'891'353
Capitaux de prévoyance	**2'973'453'558**	**2'764'505'092**
Provision de longévité [2]	41'170'338	32'759'022
Provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés	25'508'124	46'718'790
Provision d'adaptation des pensions	0	0
Provisions techniques	**66'678'462**	**79'477'812**
CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)	**3'040'132'020**	**2'843'982'904**
RESERVE DE FLUCTATION DE VALEURS (RFV)	**172'200'000**	**122'700'000**
EXCEDENT TECHNIQUE [3]	**- 827'878'497**	**- 418'196'962**

DEGRE DE COUVERTURE [4]	**74.2 %**	**85.9 %**
DEGRE DE COUVERTURE LEGAL (Article 44 alinéa 1 OPP2) [5]	**78.4 %**	**89.6 %**

Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs	*172'200'000*	*122'700'000*

Remarques :
1) Bases techniques: VZ 2000 à 4,5 %
2) 0.4 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.
3) = FP - CP - RFV.
4) = FP / [CP + RFV].
5) = FP / CP.

Annexe 2

Bilan technique selon le système financier statutaire [1]

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

en CHF

	31.12.2008	31.12.2007
Total de l'actif	2'397'196'680	2'561'325'031
Dettes	- 10'560'681	- 10'751'159
Compte de régularisation du passif	- 2'182'476	- 2'087'930
FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE (FP)	**2'384'453'523**	**2'548'485'942**
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	5'833'891	5'561'847
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime de pensions [2]	1'283'362'075	1'167'150'214
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime LPP [2]	8'000'884	7'891'353
Capitaux de prévoyance [3]	**1'297'196'850**	**1'180'603'414**
Provision de longévité [4]	41'170'338	32'759'022
Provisions techniques	**41'170'338**	**32'759'022**
CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)	**1'338'367'188**	**1'213'362'436**
RESERVE DE FLUCTATION DE VALEURS (RFV)	**172'200'000**	**122'700'000**
EXCEDENT TECHNIQUE [5]	**873'886'335**	**1'212'423'506**

DEGRE D'EQUILIBRE [6]	**157.9 %**	**190.7 %**

Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs	*172'200'000*	*122'700'000*

Remarques :

1) Le système financier statutaire correspond à la garantie de l'intégralité du capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions (répartition des capitaux de couverture) pour le régime de pensions et à la capitalisation pour le régime LPP.

2) Bases techniques: VZ 2000 à 4,5 %

3) Selon le système financier appliqué.

4) 0.4 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.

5) = FP - CP - RFV.

6) = FP / [CP + RFV].

Rapport de l'organe de contrôle
au Comité de la
CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL
DE L'ETAT DE FRIBOURG, Fribourg

En notre qualité d'organe de contrôle, nous avons vérifié la légalité des comptes annuels (bilan, compte d'exploitation et annexe), de la gestion et des placements ainsi que des comptes de vieillesse de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2008.

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, de la gestion et des placements ainsi que des comptes de vieillesse incombe au Comité, alors que notre mission consiste à vérifier ces comptes et à émettre une appréciation les concernant. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Notre révision a été effectuée selon les Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées avec une assurance raisonnable. Nous avons révisé les postes des comptes annuels et les indications fournies dans ceux-ci en procédant à des analyses et à des examens par sondages. En outre, nous avons apprécié la manière dont ont été appliquées les règles relatives à la comptabilité, à l'établissement des comptes annuels, aux placements et aux principales décisions en matière d'évaluation, ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. La vérification de la gestion consiste à constater si les dispositions juridiques et réglementaires concernant l'organisation, l'administration, le prélèvement des cotisations et le versement des prestations ainsi que les prescriptions relatives à la loyauté dans la gestion de fortune sont respectées. Nous estimons que notre révision constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation, les comptes annuels, la gestion et les placements ainsi que les comptes de vieillesse sont conformes à la loi suisse sur la prévoyance professionnelle, vieillesse, survivants et invalidité, à la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg, à l'acte de fondation et aux règlements.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels présentés.

Villars-sur-Glâne, le 18 mars 2009

NBA Audit SA

A. Bergna
Expert-réviseur
agréé
Réviseur responsable

G. Julmy
Expert-réviseur
agréé

Annexes :
I Bilan
II Compte d'exploitation
III Annexe aux comptes annuels

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat
Pensionskasse des Staatspersonals

CANTON DE FRIBOURG / KANTON FREIBURG

Verwaltungsbericht der PKSPF zur Jahresrechnung 2008

Rechtsform und Organisation
Die Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg (PKSPF) ist eine öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung mit eigener Rechtspersönlichkeit, die eine von der Staatsverwaltung getrennte Verwaltung führt. Sie ist im Register des Amtes für die Aufsicht über die Stiftungen und die berufliche Vorsorge des Kantons Freiburg eingetragen.

Ihre Tätigkeit ist durch das Gesetz vom 29. September 1993 über die Pensionskasse des Staatspersonals (PKG) und verschiedene Beschlüsse geregelt, die seit 1993 in Kraft sind.

Die PKSPF gewährt Leistungen bei Pensionierung, Invalidität und Tod. Zusätzlich zum Staatspersonal und den staatlichen Einrichtungen sind auch Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer von Gemeinden sowie von Institutionen angeschlossen, welche eine eng mit dem Staat verbundene öffentliche Aufgabe erfüllen. Per Ende Dezember 2008 waren ihr nebst dem Staat Freiburg 56 externe Institutionen angeschlossen. Die Anschlussbedingungen der Versicherten an die Kasse sind von ihrer Anstellungsdauer abhängig: Versicherte mit einem mehr als ein Jahr dauernden Arbeitsvertrag sind automatisch in der Pensions-Vorsorgeregelung (überobligatorische Leistungen) versichert; Versicherte mit einer Anstellungsdauer von weniger als einem Jahr sind in der minimalen BVG-Vorsorgeregelung versichert, deren Leistungen etwas höher sind, als die nach dem Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge vorgeschriebenen.

Der Vorstand der PKSPF besteht aus zwölf Mitgliedern, von denen sechs den Staat als Arbeitgeber und sechs die Arbeitnehmer vertreten. Der Vorstand hat auch drei Kommissionen ins Leben gerufen (Finanzen, Immobilien, und Verwaltung), welche sich aus Mitgliedern des Vorstands zusammensetzen und von externen Spezialisten unterstützt werden. Im vergangenen Jahr hat der Vorstand 8 Sitzungen zum normalen Geschäftsverlauf abgehalten sowie 5 Sitzungen der eigenen Gesetzesrevision gewidmet. Hinzu kommen die monatlichen Sitzungen der Kommissionen und der speziellen Delegationen, in denen die Vorstandsmitglieder die Kasse vertreten haben.

In Bezug auf den Personalbestand und in Anbetracht der konstanten Erhöhung der Anzahl versicherter Personen, insbesondere jener mit deutscher Muttersprache durch den Anschluss der Spitäler des Sense- und Seebezirks, hat sich die Kasse die Dienste eines im Bereich der berufliche Vorsorge erfahrenen deutschsprachigen Mitarbeiters gesichert. Somit wird die Verwaltung der PKSPF von insgesamt 14 Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern (für ein wenig mehr als 12 Vollzeitäquivalente [VZÄ]) sowie einem Auszubildenden gewährleistet.

Was die Unternehmensführung und die Loyalität anbelangt, hat sich der Vorstand im Verlaufe des vergangenen Geschäftsjahres detailliert mit dem Thema Loyalität auseinandergesetzt. Hinsichtlich der Vermögensverwaltung (ausschliesslich auf Basis von Mandaten) oder der Auftragsvergabe im Bereich der Immobilienverwaltung (Vergabeentscheide des Bauausschusses zu den in einer Submission unterbreiteten Angeboten) entwickelt sich die Organisation der Kasse für alle betroffenen Beteiligten im Gebiet der beruflichen Vorsorge in Richtung einer verstärkten Loyalität. Wir weisen an dieser Stelle darauf hin, dass die PKSPF schon seit vielen Jahren Mitunterzeichnerin des Verhaltenskodex ist und dass sie in ihren Reglementen die Verfahren zur Beachtung dieser Richtlinien eingeführt hat. Bezüglich Retrozessionen und gemäss den Richtlinien des Bundesamtes für Sozialversicherungen BSV hat sich die Kasse abgesichert, dass die betreffenden Institute sämtliche möglichen, im Zusammenhang mit dem anvertrauten Vermögen stehenden Retrozessionen an die Kasse zurückerstatten, was uns von diesen auch bestätigt wurde.

Nach Artikel 51 Abs. 6 des Bundesgesetzes vom 25. Juni 1982 über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG), muss die Vorsorgeeinrichtung die Erst- und Weiterbildung der Vertreter im höchsten paritätischen Organ garantieren. Der Vorstand der PKSPF hatte Gelegenheit, sich insbesondere während den Sitzungen, die sich auf die Gesetzesrevision bezogen, eine fundierte Meinung im Bereich der beruflichen Vorsorge zu bilden. Ausserdem haben mehrere Mitglieder des Vorstandes das Angebot verschiedener Leistungserbringer genutzt und an Weiterbildungskursen teilgenommen.

Die fortlaufende Anpassung gesetzgeberischer Bestimmungen hinsichtlich der Vorsorge führte dazu, dass auf der Tagesordnung die Schaffung eines internen Kontrollsystems zwingend traktandiert werden musste. Obwohl ein solches System bereits funktioniert, zwingen die neuen Normen die Kassen, über eine dokumentierte interne Kontrolle zu verfügen, die auch Gegenstand einer detaillierten Analyse seitens des Revisionsorganes ist. Die PKSPF arbeitet nun schon einige Monate daran, den gesetzlichen Anforderungen zu genügen. Die Arbeiten zu diesem Thema werden noch während des ganzen Jahres 2009 weiterdauern.

In Bezug auf den Versichertenbestand zählte die Kasse am 1. Januar 2009 15 521 aktiv Versicherte; er hat somit um etwas mehr als 3 % zugenommen. Die Zahl der Rentenempfänger betrug am 31.12.2008 3657 und hat somit um 7 % zugenommen.

Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Gruppe Technische Verwaltung, das heisst insgesamt 7 Personen zu 5,1 VZÄ verwalten in zwei Vorsorgesystemen die 19 000 Akten aller Versicherungsnehmer der Kasse.

Die spezialisierten technischen Mitarbeiter der Gruppe Immobilien sowie ihre Verwaltungsmitarbeiterinnen (d.h. 2,8 VZÄ insgesamt) behandeln die laufenden Arbeiten in der Vermietung sowie die Fragen zu den neuen und den sich im Bau befindlichen Liegenschaften.

Folgende Hauptaufgaben werden von der Gruppe Finanzen und Buchhaltung (d.h. 2,4 VZÄ) wahrgenommen:

- Kontrolle der Wertschriftenverwaltung bei den verschiedenen bevollmächtigten Auftragnehmern
- Monatliche Performance-Übersicht aller bevollmächtigten Auftragnehmer
- Verwaltung sämtlicher Finanzen im Zusammenhang mit der Liegenschaftwverwaltung
- Führen der Gesamtbuchhaltung der Kasse (insbesondere Beitragsinkasso, Auszahlung der Leistungen)

Finanzierungssystem

Das System der Mischfinanzierung, ein Merkmal der öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen, kombiniert das Umlageverfahren, wie es in dieser Form auch bei der AHV angewandt wird (direkte Finanzierung der Leistungen durch die Beiträge), mit dem Kapitaldeckungsverfahren (Äufnung der Barwerte der in Zukunft garantierten Renten), welches spezifisch für die berufliche Vorsorge ist. Soweit die Beiträge bezüglich der Leistungen richtig berechnet werden (was bei der PKSPF der Fall ist), bringt eine Mischfinanzierung keine Unterdeckung, sofern der Anteil der nicht kapitalisierten Leistungen durch die Beiträge gedeckt wird. In Anbetracht der Fortdauer und der Leistungsgarantie der öffentlichen Körperschaften erlaubt das BVG diese Finanzierungsart für die öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen. Auf Bundesebene ist die von Nationalrat Beck eingereichte Motion am 28. Februar 2005 im Nationalrat behandelt worden, der beschlossen hat, ihr Folge zu leisten. Sie verfolgt die Abschaffung von Absatz 2 des Artikels 69 BVG, um zu verhindern, dass die Vorsorgeeinrichtungen der öffentlich-rechtlichen Körperschaften vom Grundsatz der Bilanzierung in geschlossener Kasse abweichen können, d.h. einen Deckungsgrad von unter 100 % haben dürfen. Ziel ist es, die öffentlich-rechtlichen Kassen zu verpflichten, einen minimalen Deckungsgrad auszuweisen. Im Vergleich zu anderen öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen befindet sich die PKSPF in einer Lage, in der je nach minimalem Deckungsrad, der festgelegt wird, keine weiteren Massnahmen zu treffen sein müssten. Im Verlaufe des Septembers 2008 wurde die Stellungnahme des Bundesrates veröffentlicht. Er

schlägt unter anderem vor, die öffentlich-rechtlichen Kassen zu einer umfassenden Kapitalisierung innert vierzig Jahren zu zwingen. Diese Lösung wird allerdings von der Mehrheit der Kantone bekämpft, da sie seitens der öffentlichen Gemeinschaften Finanzspritzen von mehreren Dutzend Milliarden Franken voraussetzen würde.
In Anbetracht der derzeitigen Lage an den Börsenmärkten liegen die einzuschiessenden Mittel zwischen 70 und 100 Milliarden Franken. Angesichts dieser Tatsache scheint das Thema nicht mehr annähernd so dringend zu sein wie es der Bundesrat gerne hätte. Es ist also gut möglich, dass die entsprechenden Diskussionen nicht mehr in diesem Jahr angestossen werden. Weitere Anpassungen, die auf die öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen Anwendung finden sollen und durch die Kassen nicht bekämpft werden, sind ebenfalls im oben erwähnten Bericht enthalten. Wir kommen darauf im letzten Teil dieses Berichtes zurück.

Das Umlageverfahren hat den Vorteil, dass es durch starke Inflationseinflüsse wenig beeinträchtigt wird, im Gegensatz zum Kapitaldeckungsverfahren, das sich von der höheren Lebenserwartung weniger beeinflussen lässt. Aus dieser Sicht hat das gemischte Finanzierungssystem den Vorteil, dass es die jeweiligen Vor- und Nachteile dieser beiden Finanzierungsarten ausgleichen kann.

Im Hinblick auf die derzeitige finanzielle Lage der PKSPF ist ein Rückgriff auf die Staatsgarantie nicht in Erwägung zu ziehen, da die Vorsorgeverpflichtungen per 31.12.2008 zu 78,4 % kapitalisiert sind.

Finanzergebnis und Aufwertung
Aus finanzieller Sicht schliesst die PKSPF das Jahr 2008 mit einem negativen Ergebnis von ungefähr CHF 360 Millionen Franken ab, und damit erhöht sich gleichzeitig die vom Kanton gewährte Garantie um denselben Betrag. Darin bereits mitberücksichtigt ist die Aufwertung gemäss PKG von 2 % der Summe der versicherten Löhne (d.h. ungefähr CHF 25 Millionen Franken) per 1. Januar dieses Jahres in Form einer technischen Rückstellung in der Bilanz 2008.

Eine detaillierte Erklärung zum negativen Finanzergebnis von 360 Millionen Franken ist aus der Betriebsrechnung ersichtlich. Einen Kommentar zu bestimmten wichtigen Positionen finden Sie bereits an dieser Stelle:

- CHF 138,7 Mio. ergeben sich aus dem Versicherungskonto. Dieser Betrag müsste eigentlich durch das Ergebnis der Kapitalanlagen gedeckt werden. Angesichts des technischen Zinssatzes von 4,5 % müsste die Anlage des Gesamtvermögens der Kasse etwa CHF 110 Mio. einbringen. Der Unterschied von ungefähr 29 Mio. entspricht der Einbusse aus der technischen Unterdeckung, die sich auf ungefähr CHF 656 Mio. beläuft;
- CHF 260 Mio. sind die Folge des negativen Ergebnisses aus den Finanzanlagen, die sich in realisierten Aufwand und Ertrag und nicht-realisierten Aufwand und Ertrag aufteilen und zu denen die Dividenden, die Coupons und die auf den Beteiligungen erhaltenen Zinsen hinzugezählt werden müssen (zu beachten ist, dass sich die Mehr- resp. die Minderwerte auf Positionen beziehen, die im Portfolio am 31.12.2008 vorhanden waren) :

	Zinsen & Dividenden	realisierte Gewinne	realisierte Verluste	nicht-realis. Mehrwerte	nicht-realis. Minderwert	Verw.-Aufwand
	52					-4
Wechselkurs		9	-20	7	-56	
Kurs		5	-27	12	-238	

Schlussfolgerungen:
Die allgemeine Lage kann wie folgt beschrieben werden[1] :

a) Immobilienkrise. Losgetreten in den USA Ende 2005, erfährt der Markt einen ersten markanten Einbruch der Immobilienpreise.

[1] Diese Überlegungen basieren auf einem wöchentlichen Businessletter für Investoren, verfasst von A. Giraudo, Chefökonom der Tradition.

b) Subprime-Krise. Es handelt sich hier um Hypothekardarlehen, die an risikobehaftete Darlehensnehmer verliehen wurden. Dieses Geld ist vom Bankensystem ins Finanzsystem übergegangen.
c) Finanzkrise. Nicht reglementierte Banken, Versicherungen und Finanzinstitute mussten damit anfangen, riesige potenzielle und tatsächliche Verluste zu verbuchen. Von tausend Milliarden Dollar könnten es rasch zwei- bis dreitausend Milliarden Dollar werden.
d) Kapitalmarktkrise. Innerhalb von 15 Monaten ist der weltweite Börsenkurswert halbiert worden. Die Verluste auf dem Immobilienmarkt sind schwierig zu schätzen, denn es sind hauptsächlich potenzielle Verluste.
e) Wirtschaftskrise. Die Volkswirtschaften der wichtigsten Länder sind alle in die Rezession geraten und die Prognosen sind düster. Sogar die Entwicklungsländer haben ihre Wachstumsrate beträchtlich nach unten korrigieren müssen. Das Negativwachstum kann auf 1,5 % bis 2 % geschätzt werden.
f) Soziale Krise. Insgesamt trifft uns diese Krise am härtesten. Alle Volkswirtschaften versuchen Massnahmen zu ergreifen, um einen übermässigen Anstieg der Arbeitslosigkeit zu vermeiden.
g) Politische Krise. In einigen aufstrebenden Ländern sind die politischen Krisenrisiken offensichtlich und in den Industrieländern beginnen diese Risiken an Boden zu gewinnen.

Der Entscheid der amerikanischen Behörden, die Geschäftsbank Lehman Brothers in Konkurs gehen zu lassen, war möglicherweise die entscheidende Wende in der Krise, die wir durchmachen.

Aktiven: Wertschriften und Liegenschaften – Wertschwankungsreserven
Ende 2008 verwaltete die PKSPF Aktiven im Wert von 2397 Mio. Franken, d.h. dass diese gegenüber der Vorjahresrechnung um 6 % abgenommen haben.

Wie schon in der Vergangenheit, verfolgt die PKSPF eine vorsichtige Finanzpolitik, die von einer externen Fachperson überprüft wird. Diese berät die Pensionskasse bei der Umsetzung der Anlagepolitik und kontrolliert regelmässig die Risikofähigkeit der Pensionskasse in Bezug auf diese Politik. Ausser den passiven Anlagen, die direkt von der PKSPF getätigt und überwacht werden (durch die Finanzkommission), wurde im Jahre 2008 die gesamte Wertschriftenverwaltung mit Direktmandat Bevollmächtigten anvertraut (siehe Details im Anhang zur Jahresrechnung).

- Wertschriften
  Das Jahr 2008 war besonders im September von Turbulenzen in einem noch nie da gewesenen Ausmass geprägt, und ausserordentliche Umwälzungen im Wettbewerbsumfeld haben die globalen Verhältnisse wesentlich erschwert. Die Kommentatoren fanden keine geeigneten Worte, um die Ereignisse zu beschreiben, die wir heute erleben und die vor einigen Monaten noch völlig unvorhersehbar schienen. Die Börsenmärkte haben ein Niveau erreicht, das einem Rückgang von 50 % seit ihrem Rekord aus dem Jahre 2007 entspricht. Die wirtschaftliche Konjunktur hat sich mit einer Geschwindigkeit verschlechtert, die seit der Nachkriegszeit insbesondere punkto Umfang und Ausmass ihresgleichen sucht. Sogar Länder wie China, von denen man dachte, dass sie weniger anfällig sind, waren ihrerseits betroffen. Von diesen Erschütterungen ist keine Anlageklasse verschont geblieben, mit Ausnahme der Staatsanleihen, deren Verzinsung aber auch auf den niedrigsten Stand seit 50 Jahren gefallen ist. Die Risikofreude bei den Investoren war noch nie so tief. In den wichtigsten globalen Volkswirtschaften sind Anzeichen einer Deflation erkennbar, was den Spekulationen auf ein mögliches Kippen der Weltwirtschaft in eine allgemeine Depression Auftrieb verleiht. In dieser generellen Rückwärtsbewegung machte auch der Schweizer Aktienmarkt keine Ausnahme. Auf Seite der Währungen wurde der Schweizerfranken gegenüber dem Euro und dem amerikanischen Dollar aufgewertet, was das Ausmass der Wertverminderung auf ausländischen Titeln in unserem Portfolio noch verstärkt hat.

- Liegenschaften
  Die Performance des Immobilienparks von 5,48 % widerspiegelt die Anstrengungen zur Erhöhung der Rentabilität des bestehenden Parks, insbesondere durch den Erwerb neuer Liegenschaften, welche die vom Vorstand festgelegten Minimalanforderungen bezüglich Rentabilität in allen Punkten erfüllen. Was die Liegenschaftsinvestitionen betrifft, hat die Kasse an ihrer bisherigen Politik festgehalten, nämlich dem Bau von Liegenschaften im Kanton und auf Grundstücken, welche bereits im Besitz der Kasse sind. Im Jahre 2008 hat die Kasse eine Liegenschaft mit 20 Wohnungen in Estavayer-le-Lac fertiggestellt und auf dem Freiburger Immobilienmarkt angeboten. Sie hat zudem mit dem Bau von zwei Gebäuden, die ausschliesslich zu Wohnzwecken bestimmt sind, in La Tour-de-Trême begonnen. Darüber hinaus hat sie den Bau eines wichtigen Immobilienkomplexes in Bulle mit öffentlichen Parkplätzen, Büro- und Geschäftseinheiten im Erdgeschoss und etwa 60 Wohneinheiten in den darüberliegenden Stockwerken in Angriff genommen. Auf einem von der Kasse erworbenen Grundstück in Düdingen, wurde im ersten Halbjahr 2008 ebenfalls mit dem Bau von vier Mietshäusern begonnen. Ebenfalls verwirklicht wird derzeit ein Grossprojekt in Tafers; es umfasst fünf Liegenschaften. Im Glanebezirk investiert die Kasse ebenfalls. Sie hat in Romont soeben den Bau eines Mietshauses mit zwölf Wohnungen in Angriff genommen. In Rechthalten hat sie eine Liegenschaft mit 42 Wohnungen erworben. Die Liste der Liegenschaftsverwaltungen, welche unsere Liegenschaften betreuen, befindet sich im Anhang zur Jahresrechnung.

- Wertschwankungsreserven
  Der neue Artikel 48e der BVV 2 verlangt, dass die Vorsorgeeinrichtung in einem Reglement Regeln zur Bildung von Rückstellungen und Schwankungsreserven festlegt. Allerdings erlaubt Swiss GAAP FER 26 die Bildung von Wertschwankungsreserven nur, wenn die Vorsorgeeinrichtung über einen Deckungsgrad von mindestens 100 % verfügt, was bei der PKSPF nicht der Fall ist. Angesichts dessen muss die Kasse in ihren Anhängen die theoretischen Reserven angeben, auf die sie sich für die Wahl ihrer langfristigen Anlagestrategie gestützt hat. In Anbetracht dieser gesetzlichen Verpflichtung und aufgrund der Empfehlungen des Beraters der PKSPF hat der Vorstand entsprechend seiner Anlagepolitik und basierend auf den bestehenden Anlagen per Ende 2008 entschieden, über eine Wertschwankungsreserve von rund CHF 170 Millionen verfügen zu wollen. Diese Summe entspricht dem Mindestbetrag, der bei einem starken Marktrückgang während eines Jahres verfügbar sein muss.

Passiven: Verpflichtungen gegenüber Versicherten
Die PKSPF hat folgende Verpflichtungen:

- Die Freizügigkeitsleistungen der aktiven Versicherten betragen CHF 1 682 090 599. Dies ist der Betrag, den die PKSPF auszahlen müsste, wenn alle ihre aktiven Versicherten ihre Stelle per 31.12.2008 kündigen würden. Gegenüber dem Vorjahr ist dieser Betrag um 5,8 % oder ca. CHF 92 Mio. gestiegen. Er umfasst die höheren Kosten der Leistungen, die den Versicherten zugute kommen. Zu bemerken ist auch, dass diese Summe im Rahmen der Lohnentwicklung von den Versicherten teilweise selbst finanziert wird. Ebenfalls in diesem Betrag enthalten sind die Ein- und Austritte während des laufenden Jahres sowie eine Aufwertung von 4 % der Summe der versicherten Löhne der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter per 1. Januar 2008.
- Der versicherungsmathematische Wert der laufenden Pensionen beträgt CHF 1 291 362 959 (davon CHF 41 170 338 als Rückstellung für höhere Lebenserwartung). Dieser Wert entspricht den gesamten Verpflichtungen gegenüber den gegenwärtigen Leistungsbezügern bis zum theoretischen Erlöschen ihres Anspruchs. Dieser versicherungsmathematische Wert ist in Bezug zum Betrag der mathematischen Reserven zu setzen, welcher in der Bilanz per 31.12.2007 mit CHF 1 207 800 589 ausgewiesen ist. Die Erhöhung um etwa CHF 124,7 Millionen oder 10,33 % erklärt sich wie nachfolgend aufgeführt:
  - Indexierung der gesamten Pensionen und Renten (1,75 % per 1.1.2008);
  - wesentliche Zunahme der Anzahl der Invaliditätsfälle und höhere Rentenansprüche;

- höhere Lebenserwartung der Rentenbezüger;
- Erhöhung der mathematischen Reserven für die Rentner (mehr Rentner, tieferes Durchschnittsalter und höhere Durchschnittspension).

Deckungsgrad – Deckungsgleichgewicht – Staatsgarantie
Der Deckungsgrad der Kasse ist von 89,6 % auf 78,4 % gesunken und hat so die Staatsgarantie von 295 auf 655 Millionen Franken erhöht. Hinsichtlich der gesetzlichen Verpflichtung, wonach die laufenden Renten stets gedeckt sein müssen, beträgt das Deckungsgleichgewicht zwischen dem Nettovermögen und dem zur Deckung der Renten bis Verfall benötigten Kapital per 31.12.2008 ca. 157 % (unter Berücksichtigung der Wertschwankungsreserve). Gemessen an den Performances anderer Vorsorgeeinrichtungen gilt es ganz besonders hervorzuheben, dass die von der Kasse für das vergangene Geschäftsjahr erreichte negative Performance (- 7,86 %) trotz allem begrenzt ist.
Wie aus einer Mitteilung des Schweizerischen Pensionskassenverbandes (ASIP) an seine Mitglieder hervorgeht, beläuft sich die Performance aller Vorsorgeeinrichtungen, die an der Umfrage teilgenommen haben und auf deren Zahlenmaterial die Berechnung beruht, im Schnitt auf - 15 %. Die Bandbreite der Berechnungsresultate bewegt sich bei 90 % der untersuchten Kassen zwischen - 8% und - 27 %.

PKG-Revision
Der Vorstand möchte mit der Gesetzesrevision weiter vorankommen. Es scheint sich in Bezug auf die Finanzierung der öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen klar abzuzeichnen, dass man sich in Richtung eines Referenzsystems bewegt, welches im Gegensatz zum aktuellen ein stärkeres Kapitalisierungselement enthalten wird. Ein anderer Vorschlag zielt darauf ab, die Aufgaben und Verantwortlichkeiten zwischen den politischen Behörden und dem obersten Organ einer Vorsorgeeinrichtung neu zu verteilen. Der Vorstand hat folglich einen Gesetzesentwurf im Sinne der auf Bundesebene vorgeschlagenen Änderungen ausgearbeitet. Er wird sich zwar noch zu bestimmten Fragen äussern müssen, es scheint aber nicht ganz unrealistisch, den Entwurf noch 2009 verabschieden zu können und anschliessend in die Vernehmlassung zu schicken. Die Ergebnisse der Vernehmlassung werden anschliessend Gegenstand eines Schlussberichtes sein. Wir gehen davon aus, dass der Bundesrat bis dahin den endgültigen Gesetzesentwurf veröffentlicht haben wird, was dem Vorstand erlauben würde, seinen Entwurf den Anforderungen aus Bundesbern anzupassen. Im besten Fall könnte ein Inkrafttreten des neuen Gesetzes per 1. Januar 2011 ins Auge gefasst werden, sofern der Gesetzgeber im Sinne der unterbreiteten Vorschläge entscheidet.

PENSIONSKASSE DES STAATSPERSONALS

Claude Lässer, Präsident
Claude Schafer, Verwalter

Freiburg, 18.03.2009

JAHRESRECHNUNGEN 2008 UND 2007

BILANZ

	31.12.2008 CHF	31.12.2007 CHF
AKTIVEN		
Vermögensanlagen	**2'397'187'997**	**2'561'285'926**
Flüssige Mittel und Geldmarktanlagen	**608'664'503**	**682'444'023**
Betriebskonten	5'657'251	11'158'212
Anlagekonten	76'732'226	42'024'927
Terminanlagen	306'813'668	240'778'361
Darlehen	164'252'715	338'793'611
Treuhanddepots	44'836'865	47'952'692
Geldanlagefonds	10'371'778	1'723'661
Terminwechseloperationen	0	12'559
Forderungen	**10'354'418**	**9'357'145**
Verrechnungs- und Quellensteuer	6'504'231	4'981'710
Arbeitgeberbeiträge	2'014'495	3'424'638
Arbeitnehmerbeiträge	472'337	450'831
Kontokorrente	1207068	337'513
Diverse Forderungen	156'287	162'453
Wertschriften	**804'834'790**	**959'067'918**
Obligationsanlagen	**341'479'192**	**372'731'796**
Obligationen Schweiz	123'274'342	103'721'628
Obligationen Ausland	218'204'850	269'010'168
Transitorische auf Wertschriften (aufgelaufene Zinsen)	**5'738'854**	**6'352'971**
Aktien und Anteile	**457'616'744**	**579'983'152**
Aktien Schweiz	253'390'472	263'191'009
Aktien Ausland	201'377'814	313'652'879
Anteile	2'848'458	3'139'264
Immobilien	**760'502'445**	**700'109'339**
Liegenschaften	**760'286'914**	**699'896'398**
Erstellte Liegenschaften	700'509'267	671'491'622
Liegenschaften mit Erstvermietung	0	4'493'392
Bauland	16'032'121	12'686'921
Im Bau befindliche Liegenschaften	42'243'981	9'154'259
Renovationen	1'501'545	2'070'204
Transitorische auf Liegenschaften	**215'531**	**212'940**
Alternative Anlagen	**2'524'341**	**0**
Arbeitgeberdarlehen	**210'307'500**	**210'307'500**
Staatsdarlehen	210'000'000	210'000'000
Aufgelaufene Zinsen auf Staatsdarlehen	307'500	307'500
Aktive Rechnungsabgrenzungen	**8'683**	**39'105**
TOTAL DER AKTIVEN	**2'397'196'680**	**2'561'325'031**

JAHRESRECHNUNGEN 2008 UND 2007

BILANZ	**31.12.2008** CHF	**31.12.2007** CHF
PASSIVEN		
Verbindlichkeiten	**10'560'681**	**10'751'159**
Freizügigkeitsleistungen und Renten	**1'573'410**	**4'100'867**
Andere Verbindlichkeiten	**6'712'271**	**6'650'291**
Gläubiger	5'023'614	3'756'652
Kontokorrente	735'980	2'039'124
Sicherheitsfonds	952'677	854'515
Verbindlichkeit aus Immobilienkauf	**2'275'000**	**0**
Passive Rechnungsabgrenzungen (transitorische Passiven)	**2'182'476**	**2'087'930**
Transitorische Passiven	39'812	39'812
Transitorische Passiven auf Wertschriften	128'986	168'824
Transitorische Passiven auf Liegenschaften	2'013'678	1'879'294
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen	**3'040'132'020**	**2'843'982'904**
Vorsorgekapital aktive Versicherte	**1'682'090'599**	**1'589'463'525**
Freizügigkeitsleistungen der aktiven Versicherten	1'676'256'708	1'583'901'678
Altersguthaben der aktiven Versicherten der BVG-Vorsorgeregelung	5'833'891	5'561'847
Vorsorgekapital Pensionsberechtigte	**1'291'362'959**	**1'175'041'567**
Vorsorgekapital Berechtigte Pensions-Vorsorgeregelung	1'283'362'075	1'167'150'214
Vorsorgekapital Berechtigte BVG-Vorsorgeregelung	8'000'884	7'891'353
Technische Rückstellungen	**66'678'462**	**79'477'812**
Rückstellung für höhere Lebenserwartung	41'170'338	32'759'022
Rückstellung für Aufwertung der Summe der versicherten Löhne	25'508'124	46'718'790
Technischer Fehlbetrag	**-655'678'497**	**-295'496'962**
Technischer Fehlbetrag: Stand zu Beginn der Periode	-295'496'962	-246'316'441
Ertragsüberschuss	-360'181'535	-49'180'521
TOTAL DER PASSIVEN	**2'397'196'680**	**2'561'325'031**

JAHRESRECHNUNGEN 2008 UND 2007

BETRIEBSRECHNUNG

	2008 CHF	2007 CHF
Ordentliche Beiträge und Einlagen	**170'111'099**	**162'714'160**
Beiträge Arbeitnehmer	66'713'170	63'207'390
Beiträge Arbeitgeber	95'665'343	90'652'486
Nachzahlungen Arbeitnehmer	715'619	639'158
Einkaufssummen	7'016'967	8'215'126
Eintrittsleistungen	**49'001'462**	**68'155'445**
Freizügigkeitseinlagen	48'301'464	67'696'859
Rückzahlung WEF-Vorbezüge	699'998	458'586
Zufluss aus Beiträgen und Eintrittsleistungen	***219'112'561***	***230'869'605***
Reglementarische Leistungen	**-113'569'355**	**-102'983'871**
Altersrenten	-86'125'972	-77'594'219
Hinterlassenenrenten	-15'770'930	-14'865'649
Invalidenrenten	-8'312'573	-8'040'753
Übrige reglementarische Leistungen	-97'977	-79'200
Kapitalleistungen bei Pensionierung	-3'024'915	-2'276'292
Kapitalleistungen bei Tod und Invalidität	-236'988	-127'757
Austrittsleistungen	**-47'125'527**	**-49'131'416**
Freizügigkeitsleistungen bei Austritt	-34'801'733	-36'553'025
Vorbezüge WEF/Scheidung	-12'323'794	-12'578'391
Abfluss für Leistungen und Vorbezüge	***-160'694'882***	***-152'115'287***
Auflösung/Bildung Vorsorgekapitalien, technische Rückstellungen	**-196'149'115**	**-208'768'577**
Bildung Vorsorgekapital aktive Versicherte	-45'908'283	-73'279'296
Bildung Vorsorgekapital Rentner	-116'321'392	-82'129'080
Bildung von Beitragsreserven	-25'508'124	-46'718'790
Bildung von Rückstellung für höhere Lebenserwartung	-8'411'316	-6'641'412
Versicherungsaufwand	**-952'677**	**-854'515**
Beiträge an Sicherheitsfonds	-952'677	-854'515
Netto-Ergebnis aus dem Versicherungsteil	***-138'684'113***	***-130'868'774***
Netto-Ergebnis aus Vermögensanlagen	**-219'793'323**	**83'140'547**
Netto-Ergebnis der flüssigen Mittel	11'395'940	16'143'053
Netto-Ergebnis der Obligationen	-11'191'852	10'681'665
Netto-Ergebnis der Aktien und Anteile	-263'430'310	20'866'254
Netto-Ergebnis der alternativen Anlagen	-807'417	
Netto-Ergebnis der Liegenschaften	40'989'190	32'742'859
Zinsen auf Arbeitgeberdarlehen	7'337'500	7'337'500
Verwaltungsaufwand der Vermögensanlagen	-4'086'374	-4'630'784
Sonstiger Ertrag	**102'646**	**338'632**
Ertrag aus erbrachten Dienstleistungen	102'646	99'762
Übrige Erträge	0	238'870
Sonstiger Aufwand	**-115'347**	**-24'730**
Verwaltungsaufwand	**-1'691'398**	**-1'766'196**
Aufwandüberschuss	***-360'181'535***	***-49'180'521***

ZUSAMMENFASSUNG DER BETRIEBSRECHNUNGEN 2008 ET 2007

RUBRIKEN	PENSIONS-VORSORGE		BVG-VORSORGE		TOTAL	
	2008 CHF	2007 CHF	2008 CHF	2007 CHF	2008 CHF	2007 CHF
Zufluss aus Beiträgen und Eintrittsleistungen	**214'900'920**	**226'355'240**	**4'211'641**	**4'514'365**	**219'112'561**	**230'869'605**
Abfluss für Leistungen und Vorbezüge	**-156'883'059**	**-145'906'954**	**-3'811'823**	**-6'208'333**	**-160'694'882**	**-152'115'287**
Auflösung/Bildung Vorsorgekapitalien	**-195'734'900**	**-209'114'034**	**-414'215**	**345'457**	**-196'149'115**	**-208'768'577**
Beiträge an Sicherheitsfonds	**-938'259**	**-843'144**	**-14'418**	**-11'371**	**-952'677**	**-854'515**
Netto-Ergebnis Versicherungsteil	**-138'655'299**	**-129'508'891**	**-28'814**	**-1'359'884**	**-138'684'113**	**-130'868'775**
Netto-Ergebnis Vermögensanlagen					**-219'793'323**	**83'140'547**
Sonstiger Ertrag					**102'646**	**338'632**
Sonstiger Aufwand					**-115'347**	**-24'730**
Verwaltungsaufwand					**-1'691'398**	**-1'766'196**
Aufwandüberschuss					**-360'181'535**	**-49'180'522**

ANHANG ZUR JAHRESRECHNUNG

I. Grundlagen und Organisation

I.1. Rechtsform und Zweck

Die Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg (PKSPF) ist eine öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung mit eigener Rechtspersönlichkeit, die eine von der Staatsverwaltung getrennte Verwaltung führt. Ihr Ziel besteht darin, Leistungen bei Pensionierung, Invalidität und Tod zu gewährleisten.

I.2. Registrierung BVG und Sicherheitsfonds

Die PKSPF ist im Register für die berufliche Vorsorge beim Amt für die Aufsicht über die Stiftungen und die berufliche Vorsorge des Kantons Freiburg eingetragen.

Zusätzlich ist sie dem Sicherheitsfonds BVG angeschlossen und bezahlt Beiträge an diesen Fonds.

I.3. Rechtliche Grundlagen und Reglemente

Die Tätigkeit der Pensionskasse wird geleitet von :

a) Rechtliche Grundlagen

- Gesetz vom 29. September 1993 über die Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg (PKG), teilweise geändert durch die Gesetze vom 2. Oktober 1996, vom 17. September 1997, vom 17. Oktober 2001 und durch die Verordnung des Staatsrats vom 22. März 2005

- verschiedene Erlasse des Staatsrates des Kantons Freiburg

b) interne Reglementierung

	Version vom :
- Organisationsreglement und Richtlinien zur Regelung der Vermögensverwaltung	22. November 2007
- Reglement der Immobilienkommission	3. April 1989
- Reglement der Baukommission	30. Mai 1989
- Reglement der Verwaltungskommission	1. Juni 2005
- Reglement über die technischen Rückstellungen	1. September 2006

Ausserdem ist die PKSPF seit 2006 Mitunterzeichnerin des Verhaltenskodexes bei der Stiftung Verhaltenskodex in der beruflichen Vorsorge.

I.4. Paritätisches Führungsorgan / Zeichnungsberechtigung

I.4.1. Paritätisches Führungsorgan / Präsident / Verwaltung

Der Vorstand der PKSPF besteht aus zwölf Mitgliedern, wovon sechs den Staat und sechs die Arbeitnehmer vertreten.

Der Vorstand wird vom Finanzdirektor als zuständigem Direktionsvorsteher präsidiert (Art. 6 Abs. 5 PKG).

Am 31. Dezember 2008 setzte sich der Vorstand wie folgt zusammen:

Vertreter des Staates	Arbeitnehmervertreter
LÄSSER Claude, Präsident	MUTRUX Gérald, Vizepräsident
CLEMENT Pierre-Alain	COLLAUD Germain
COLLAUD Paul	DELLEY Stéphane
HAYOZ Markus	MARTY René
STEPHAN Jacques	MINDEL Claude
AUBRY Laurent	SAVOY Jean-Daniel

Verwalter der Pensionskasse ist Herr Claude Schafer.

I.4.2. Zeichnungsberechtigungen und Kompetenzen

Die Zeichnungsberechtigungen und die Kompetenzen stützen sich auf ein Reglement vom 1. Mai 2005. Die Vertretung der PKSPF gegenüber Dritten erfolgt durch die Vorstandsmitglieder oder die zuständigen Sachbearbeiter jeweils mit Kollektivunterschrift zu zweien.

I.5. Experte, Revisionsstelle, Aufsichtsbehörde, Berater

I.5.1. Experte der beruflichen Vorsorge (Versicherungsmathematiker)

Pittet Associés S.A. in Genf

I.5.2. Revisionsstelle

NBA Audit S.A. in Villars-sur-Glâne

I.5.3. Aufsichtsbehörde

Amt für die Aufsicht über die Stiftungen und die berufliche Vorsorge des Kantons Freiburg in Freiburg

I.5.4. Anlageberaterin

Coninco Advisory S.A. in Vevey

I.6. Angeschlossene Arbeitgeber

Die Arbeitgeber, welche der Pensionskasse angeschlossen sind, setzen sich wie folgt zusammen:

	Anzahl angeschlossene Arbeitgeber per :	
	31.12.2008	31.12.2007
- Staat Freiburg und seine Anstalten	13	13
- Gemeinden und Gemeindeverbände	12	11
- Andere direkt mit dem Staat verbundene Institutionen (gemäss Art. 3 Abs. 2 PKG)	32	31
Total	57	55

II. Aktive Mitglieder und Rentenberechtigte – demographisches Verhältnis

II.1. Aktive Versicherte

	2008	2007	Veränderung
Versicherte			
Pensions-Vorsorgeregelung	14'942	14'555	387
BVG-Vorsorgereglung	579	498	81
Total	**15'521**	**15'053**	**468**
Durchschnittliches Alter			
Pensions-Vorsorgeregelung	41.83	42.16	-0.33
BVG-Vorsorgeregelung	38.58	39.41	-0.83

II.2. Pensions- und Rentenbezüger

	2008	2007	Veränderung
Rentner			
Pensions-Vorsorgeregelung	**3'521**	**3'288**	**233**
Alterspension	2'440	2'222	218
Invalidenpension	323	317	6
Ehegattenpension	669	660	9
Waisenpension	77	78	- 1
Alters-Kinderpension	12	11	1
BVG-Vorsorgeregelung	**136**	**130**	**6**
Altersrente	88	86	2
Invalidenrente	24	24	0
Ehegattenrente	13	11	2
Waisenrente	5	5	0
Alters-Kinderrente	4	2	2
Invaliden-Kinderrente	2	2	0
Total	**3'657**	**3'418**	**239**

II.3. Total der Mitglieder

	2008	2007	Veränderung
Versicherte			
Pensions-Vorsorgeregelung	18'463	17'843	620
BVG-Vorsorgeregelung	715	628	87
Total	**19'178**	**18'471**	**707**

II.4. Demographisches Verhältnis

Das demographische Verhältnis entspricht dem Anteil zwischen der Anzahl Rentenbezüger und der Anzahl der aktiven Versicherten, das heisst:

	2008	2007
Pensions-Vorsorgeregelung	23.56%	22.59%
BVG-Vorsorgeregelung	23.49%	26.10%
Gesamt	**23.56%**	**22.70%**

III. Art der Umsetzung des Zwecks der Pensionskasse

III.1. Erläuterung der Vorsorgepläne

Die PKSPF betreibt zwei Vorsorgepläne: Die Pensions-Vorsorgeregelung und die BVG-Vorsorgeregelung.

Die Pensions-Vorsorgeregelung gilt für das Personal mit einem öffentlich-rechtlichen Arbeitsvertrag oder mit einer unbefristeten hauptberuflichen Tätigkeit im Dienst des Staates oder seiner Anstalten.
Die Pensions-Vorsorgeregelung ist eine **Vorsorgeregelung mit Leistungsprimat auf der Basis der aufgewerteten Löhne.** Das Endziel der Pensionen richtet sich nicht nach dem letzten Lohn, sondern nach dem durchschnittlichen aufgewerteten Karrierelohn.
Die Pensions-Vorsorgeregelung wird durch folgende wesentliche Merkmale bestimmt:

- der koordinierte Lohn entspricht dem massgebenden Lohn, abzüglich eines Koordinationsabzuges, der 90 % der einfachen maximalen AHV-Rente entspricht (CHF 23'868.00 bei einem Tätigkeitsgrad von 100 %), multipliziert mit dem Tätigkeitsgrad. Der maximale versicherte Jahreslohn für 2008 betrug CHF 178'916.40;
- die Alterspension beträgt 1,6 % der aufgewerteten Summe der versicherten Löhne per Ende des Monats, welcher der Pensionierung vorangeht. Einmal im Jahr werden die Pensionen dem schweizerischen Index der Konsumentenpreise angepasst. Es besteht die Möglichkeit, bei der Pensionierung max. ¼ des BVG-Altersguthabens als Kapital zu beziehen;
- die Invalidenpension entspricht der projizierten Alterspension im Alter 65, multipliziert mit dem Invaliditätsgrad, jedoch max. 60 % des letzten versicherten Lohnes, multipliziert mit dem Tätigkeitsgrad;
- die Ehegattenpension entspricht 60 % der vollen Invalidenpension, auf die der Versicherte Anspruch gehabt hätte (beim Todesfall eines aktiven Versicherten), oder 60 % der vollen Invaliden- oder Alterspension des Verstorbenen (beim Todesfall eines Rentners oder eines Invaliden);
- die Pensionskasse zahlt auch Pensionierten-Kinderpensionen, sobald die pensionierte Person das 65. Altersjahr erreicht hat, sowie Waisenpensionen.

Die **BVG-Vorsorgeregelung** gilt für das Hilfspersonal und das vorübergehend angestellte Personal. Es handelt sich um einen ähnlichen Sparplan wie nach dem BVG mit einer zusätzlichen Deckung (in Prozent des koordinierten Lohnes) des Invaliditäts- und Todesfallrisikos. Es handelt sich um ein so genanntes **Duo-Primat** (Beitragsprimat beim Sparen und Leistungsprimat bei der Risikodeckung).

Die **BVG-Vorsorgeregelung** wird durch folgende wesentliche Merkmale bestimmt:

- das Altersguthaben entspricht den Altersgutschriften, zuzüglich der erhaltenen BVG-Freizügigkeitsleistungen, inkl. berechnete Zinsen von 4 %;
- die Altersrente berechnet sich wie folgt: das Altersguthaben wird in Rente umgewandelt, gemäss der provisorischen Tabelle der gültigen Sätze seit der 1. BVG-Revision, in Kraft seit dem 01.01.2005. Das Pensionierungsalter ist auf 65 (Männer) / 64 Jahren (Frauen) festgesetzt. Frühpensionierung ab dem vollendeten 60. Altersjahr möglich, mit einer entsprechenden Reduzierung des Umwandlungssatzes. Einmal im Jahr werden die Renten dem schweizerischen Index der Konsumentenpreise angepasst;
- die Invalidenrente entspricht der voraussichtlichen Alterspension, zuzüglich der berechneten Zinsen gemäss den BVG-Anwendungsmodalitäten, aber maximal 40 % des versicherten Lohnes multipliziert mit dem Invaliditätsgrad;
- die Ehegattenrente entspricht 60 % der vollen Invalidenrente, auf die der Versicherte Anspruch gehabt hätte (beim Todesfall eines aktiven Versicherten), oder 60 % der Alters- oder Invalidenrente des Verstorbenen (beim Todesfall eines Rentners oder eines Invaliden);
- die Pensionskasse zahlt auch Invaliden-Kinderpensionen und Waisenrenten, welche 20 % der Invalidenrente betragen.

III.2. Finanzierung, Finanzierungsmethoden

III.2.1. Pensions-Vorsorgeregelung

Der globale Beitragssatz der Pensions-Vorsorgeregelung beträgt einheitlich 19,5 % des koordinierten Lohnes, unabhängig von Alter und Geschlecht der versicherten Person. Davon gehen 11,5 % zu Lasten des Arbeitgebers und 8 % zu Lasten der Arbeitnehmenden. Dies entspricht einer Finanzierung von ca. 59 % durch den Arbeitgeber und 41 % durch die Arbeitnehmenden.
Gemäss PKG, Artikel 13 und 16, basiert die Finanzierung der Pensions-Vorsorgeregelung auf dem **gemischten Finanzierungssystem des Rentenwert-Umlageverfahrens**. Nach diesem System muss das Vermögen der PKSPF jederzeit mindestens den aktuellen Barwert der laufenden Renten (oder nach Swiss GAAP FER 26 das Vorsorgekapital der Rentenbezüger/innen) zuzüglich der Rückstellungen für höhere Lebenserwartung decken.

III.2.2. BVG-Vorsorgeregelung

Je nach Alter der versicherten Person variieren die Sparbeiträge zwischen 7 und 18 % des koordinierten Lohnes, bei einem maximalen koordinierten Lohn von CHF 56'355.00. Ein zusätzlicher Beitrag von 2,4 % des koordinierten Lohnes wird zur Finanzierung der Risiken Tod und Invalidität, der Beiträge für den Sicherheitsfond und zur Deckung der Verwaltungskosten erhoben. Die Finanzierung erfolgt paritätisch.
Die BVG-Vorsorgeregelung basiert auf dem **integralen Kapitaldeckungsverfahren**. So muss das eigene Vermögen jederzeit die gesamten Vorsorgekapitalen, d.h. die Altersguthaben der aktiven Versicherten sowie die versicherungstechnischen Reserven (oder Barwert) der laufenden Renten abdecken.

III.2.3. Andere Informationen über die Tätigkeit der Vorsorge

Keine.

IV. Bewertungs- und Rechnungslegungsgrundsätze

IV.1. Bestätigung über Rechnungslegung nach Swiss GAAP FER 26 (Swiss Generally Accepted Accounting Principles – Fachempfehlungen zur Rechnungslegung)

Die Jahresrechnung der Pensionskasse entspricht den Fachempfehlungen zur Rechnungslegung Swiss GAAP FER 26.

Da die PKSPF zwei Vorsorgepläne anwendet (Pensions-Vorsorgeregelung und BVG-Vorsorgeregelung), wurde eine ergänzende Betriebsrechnung ausgearbeitet, welche die verschiedenen Ergebnisse pro Vorsorgeregelung im Einzelnen aufzeigt. Dieses Dokument ist ein fester Bestandteil der Jahresrechnung und befindet sich in diesen Finanzunterlagen.

IV.2. Buchführungs- und Bewertungsgrundsätze

Die Bewertungsgrundsätze der Bilanzposten sind folgende:

- *Umsetzung der Werte in ausländischen Devisen*
  Der Wechselkurs wurde per Bilanzdatum berücksichtigt.

- *Flüssige Mittel*
  Sie wurden zum Nennwert berechnet.

- *Forderungen*
  Sie wurden zum Nennwert berechnet. Die wirtschaftlich notwendigen Rückstellungen, die mit einem spezifischen Risiko verbunden sind, wurden direkt von den entsprechenden Aktiven in Abzug gebracht.

- *Wertschriften*
  Die Obligationen, die Notes, die Aktien und die Anlagefonds wurden zu ihrem Marktwert per Abschlussdatum berücksichtigt.

  An der Börse nicht gehandelte Aktien und Beteiligungen wurden nach dem Eigenkapitalwert der Gesellschaft per Abschlussdatum bewertet. Dies unter Berücksichtigung möglicher stiller Reserven, die von der Verwaltung der Gesellschaft bekannt gegeben wurden.

- *Liegenschaften*
  - *Gebaute Liegenschaften*
    Jede Liegenschaft wurde mit Hilfe der folgenden Parameter auf der Basis des Brutto-Mieterspiegels zum kapitalisierten Ertragswert bewertet:
    - Nettorendite von 4,5 %;
    - Durchschnittlicher Kostensatz der Betriebskosten der letzten fünf Jahre;
    - Durchschnittliche Leerstände der letzten fünf Jahre;
    - Pauschalerhöhung für einige subventionierte Liegenschaften;
    - Erhöhung für besondere Sicherstellung;
    - Baufälligkeit: Berücksichtigung der notwendigen Renovationen auf zehn Jahre.
  - *Im laufenden Jahr erworbene Liegenschaften*
    Der Wert der neu erworbenen Liegenschaften wird auf derselben Grundlage bestimmt wie derjenige der gebauten Gebäude, jedoch ohne Kosten und Leerstände. Die Festsetzung der Kosten im ersten Jahr erfolgt aufgrund eines Budgets; in der Folge werden dann die effektiven Kosten berücksichtigt. Im ersten Jahr werden die während der Erwerbsdauer festgestellten Leerstände in Betracht gezogen, später die Leerstände der letzten fünf Jahre oder weniger, je nach Besitzdauer.
  - *Liegenschaften mit Erstvermietung (maximale Dauer 3 Jahre)*
    Die Bewertung entspricht den Baukosten, wenn diese tiefer sind als die tatsächlichen Kosten während der Erstvermietung, die nach dem Prinzip wie für im Laufe des Jahres erworbene Liegenschaften bestimmt werden, ohne Berücksichtigung der Leerstände. Dieser Satz wird auf der durchschnittliche Höhe der globalen Leerstände des Portefeuilles der Kasse berechnet, zuzüglich 5 %. Wenn die Baukosten höher sind als der tatsächliche Wert der Gebäude, wird letztere Variante angewendet.
  - *Bauland*
    Es wurde der Marktwert per Abschlussdatum berücksichtigt.
  - *Im Bau befindliche Liegenschaften*
    Es wurde der aufgelaufene Wert der Baukosten berücksichtigt.
  - *Renovationen*
    Es wurde der aufgelaufene Wert der Renovationskosten berücksichtigt.

  Für die Objekte, deren Verkauf nach dem Abschlussdatum erfolgt, werden die Nettoverkaufspreise berücksichtigt, welche zum Zeitpunkt des Jahresabschlusses bekannt sind.

- *Darlehen an Arbeitgeber*
  Die Termindarlehen des Staates Freiburg sind zum Nennwert berücksichtigt.

- *Andere Aktiven und Verpflichtungen*
  Die anderen Forderungen und Verpflichtungen figurieren in der Bilanz zum Nennwert.

- *Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen*
  Die statische Methode wird angewendet. Die Vorsorgekapitalien sind vom Versicherungsmathematiker bestätigt worden.

  Die Rückstellung für die Aufwertung der versicherten Löhne basiert auf den gesetzlichen Bestimmungen der Kasse (PKG Art. 66).

V. Risikodeckung / Versicherungstechnische Risiken / Deckungsgrad

V.1. Art der Risikodeckung

Die gedeckten Risiken sind Invalidität, Tod und Alter.

V.2. Erläuterung von Aktiven und Passiven aus Versicherungsverträgen

Die PKSPF ist eine unabhängige Pensionskasse, die ihre Risiken vollständig selber versichert und daher nicht rückversichert ist.

V.3. Entwicklung und Verzinsung der Sparguthaben im Beitragsprimat (BVG-Vorsorgeregelung)

a. Entwicklung:

	31.12.2008	31.12.2007	Veränderung
Altersguthaben der aktiven Versicherten	5'833'891	5'561'847	272'044

b. Verzinsung:

Zinssatz auf Altersguthaben	4,00 %	4,00 %	–

V.4. Entwicklung des Deckungskapitals für die aktiven Versicherten im Leistungsprimat (Pensions-Vorsorgeregelung)

	2008	2007
Freizügigkeitsleistung (FLZ) zu Beginn der Periode	1'583'901'678	1'477'636'848
Veränderung:		
+ Zunahme der FZL der während des ganzen Jahres anwesenden Versicherten	92'790'880	88'346'802
+ Zunahme der FZL der im Laufe des Jahres neu eingetretenen Versicherten	42'323'279	61'475'558
- Abnahme der FZL der im Laufe des Jahres ausgetretenen Versicherten	– 42'759'129	– 43'557'530
Total der jährlichen Veränderung	*92'355'030*	*106'264'830*
Freizügigkeitsleistungen per Ende der Periode	1'676'256'708	1'583'910'678

V.5. Technische Rückstellung für die Aufwertung der Summe der versicherten Löhne

Die PKSPF hat die Summe der versicherten Löhne per 1. Januar 2009 um 2 % aufgewertet, d.h. um CHF 25,5 Mio. Diese Aufwertung berücksichtigt die Teuerungsanpassung der Löhne des Staatspersonals per 1. Januar 2009. Der Betrag dieser Aufwertung wurde in der Rechnung 2008 berücksichtigt.

V.6. Entwicklung und Verzinsung der Schattenrechnung nach BVG der aktiven Versicherten der Pensions-Vorsorgeregelung

a. Entwicklung:

	31.12.2008	31.12.2007	Veränderung
Altersguthaben der aktiven Versicherten	838'697'672	789'005'365	49'642'307

b. Verzinsung:

Zinssatz auf Altersguthaben	2,75 %	2,50 %	0,25 %

V.7. Entwicklung des Vorsorgekapitals der Begünstigten (inkl. Rückstellung für höhere Lebenserwartung)

Pensions-Vorsorgeregelung

	Vorsorgekapital		Veränderung			
	2008 CHF	2007 CHF	2008/2007 CHF	2007/2006 CHF	2008/2007 %	2007/2006 %
Rentner	1'052'110'965	938'330'048	113'780'917	85'595'335	+ 12.1	+ 10.0
Invalide	122'410'147	119'256'360	3'153'787	- 7'150'319	+ 2.6	- 5.7
Ehepartner	145'171'148	137'170'380	8'000'768	8'775'818	+ 5.8	+ 6.8
Waisen	4'389'101	4'733'592	- 344'491	447'820	- 7.3	+ 10.4
Alters-Kinderrente	201'404	201'848	- 444	- 42'262	- 0.2	- 17.3
Total	**1'324'282'765**	**1'199'692'228**	**124'590'537**	**87'626'392**	**+ 10.4**	**+ 7.9**

BVG-Vorsorgeregelung

	Vorsorgekapital		Veränderung			
	2008 CHF	2007 CHF	2008/2007 CHF	2007/2006 CHF	2008/2007 %	2007/2006 %
Rentner	4'632'470	4'610'140	22'330	117'315	+ 0.5	+ 3.5
Invalide	2'696'537	2'654'324	42'213	5'230	+ 1.6	+ 0.2
Ehepartner	722'136	702'842	19'294	13'467	+ 2.7	+ 1.9
Waisen	109'291	118'539	- 9'248	- 15'712	- 7.8	- 10.9
Alters-Kinderrente	12'406	9'017	3'389	- 764	+ 37.6	- 7.8
IV-Kinderrente	77'692	13'499	64'193	- 2'485	+ 475.5	- 18.2
Total	**8'250'532**	**8'108'361**	**142'171**	**117'051**	**+ 1.8**	**+ 1.7**

Am 1. Januar 2008 betrug die Indexierung der Pensionen und Renten 1,75 %.

V.8. Ergebnisse des letzten versicherungstechnischen Gutachtens

Das letzte Gutachten wurde im August 2006 aufgrund der Jahresrechnung per 31. Dezember 2005 durchgeführt. Die Pittet Associés S.A. bestätigt in ihrem versicherungsmathematischen Gutachten, dass das finanzielle Gleichgewicht der PKSPF in Anbetracht der Finanzierung des

Vorsorgeplanes, der angewendeten finanziellen Systeme und der Staatsgarantie gewährleistet ist.

V.9. Technische Grundlagen und andere versicherungstechnisch relevante Annahmen

Die mathematischen Reserven wurden aufgrund der versicherungstechnischen Tabelle VZ 2000 bestimmt. Der technische Zinssatz der PKSPF beträgt 4,5 %.

V.10. Deckungsgrad nach Art. 44 BVV 2 und Staatsgarantie nach statischer Lage

Der Deckungsgrad und der Betrag der Staatsgarantie, welche die kapitalisierte technische Unterdeckung garantieren, sind folgende:

	31.12.2008 CHF	31.12.2007 CHF
Netto-Vermögen (Aktiven der Kasse abzüglich der kurzfristigen Fälligkeiten)	2'384'453'523	2'548'485'942
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen	– 3'040'132'020	– 2'843'982'904
Technische Unterdeckung – Staatsgarantie (*)	**– 655'678'497**	**– 295'496'962**
Deckungsgrad	**78,4 %**	**89,6 %**

(*) Der Staat garantiert jederzeit das finanzielle Gleichgewicht nach Art. 16 des Gesetzes über die Pensionskasse.

VI. Erläuterungen der Vermögensanlage und des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage

VI.1. Organisation der Anlagetätigkeit, Anlageregelung

Die Finanzanlagen wurden den folgenden Einrichtungen anvertraut:

- Freiburger Kantonalbank – Verwaltungsmandat für ein gemischtes Wertschriftenportefeuille;
- FTI Suisse S.A. in Genf – Verwaltung von zwei ausländischen Obligationenportefeuilles, hinterlegt bei der Bank Pictet & Cie in Genf;
- Crédit Suisse in Freiburg – Verwaltungsmandat für Aktien Schweiz und Aktien Ausland;
- UBS in Freiburg – Verwaltungsmandat für Aktien Schweiz und Aktien Europa sowie Obligationen Ausland;
- IAM S.A. in Genf – Verwaltungsmandat Aktien Schweiz;
- Rouiller, Zurkinden & Cie Finance S.A. in Freiburg – Verwaltungsmandat für ein gemischtes Wertschriftenportefeuille.

Die Liegenschaftsverwaltung erfolgt durch:

- Régie de Fribourg S.A. in Freiburg;
- Gerama S.A. in Freiburg;
- Régie Châtel S.A. in Châtel-St-Denis;
- Gestions Martin S.A. in Estavayer-le-Lac;
- Gendre & Emonet Gérance et Fiduciaire S.A. in Montreux;
- Graf.riedi AG in Bern.

VI.2. Inanspruchnahme der Erweiterung mit Ergebnis des Berichts (Art. 59 BVV 2)

Artikel 59 BVV 2 erlaubt die unter Artikel 53 derselben Verordnung angegebenen Anlagen zu erweitern. Gestützt auf ein Anlagereglement, welches die vorschriftsgemässen Bestimmungen zur Anlagestrategie (strategische Zuteilung des Vermögens) ganz klar bezeichnet, kann die Kasse in der Grössenordnung von maximal 3% in alternative Anlagen investieren. Ein Engagement in diesem Bereich kann allerdings nur mit der vorherigen Zustimmung des Vorstandes eingegangen werden. Alle Studien und Analysen beweisen, dass sich alternative Anlagen positiv auf die Volatilität, also auf das Risiko, eines Portfolios auswirken. Der Vorstand hat folglich beschlossen, einen geringen Prozentsatz für alternative Fonds in seine Anlagestrategie einzubeziehen und die Wirkung dieser neuen Anlagekategorie durch einen eher pragmatischen, denn einen theoretischen Ansatz zu überprüfen. Somit wird die Kasse die Leistungsfähigkeit eines „korrelierten“ und eines „nicht-korreliert“ verwalteten Hedge Fonds des Typs “Dach-Hedge-Fund“ einer näheren Betrachtung unterziehen und einen maximalen Betrag von drei bis vier Millionen Franken dafür investieren. Auf der Basis des in einer Probezeit von mehreren Jahren erwirtschafteten Ertrags wird die Kasse anschliessend vertieft analysieren, ob eine Erhöhung der Investitionen in diese Art von Fonds angezeigt ist oder nicht. Die Investition erfolgt innerhalb eines ausgewogenen Portfolios, das unter anderem auch die oben erwähnten Hedge Fonds Segmente einschliesst und welches in allen Punkten der generellen Risikofähigkeit der anderen Investitionen der Kasse Rechnung trägt.

VI.3. Zielgrösse der Wertschwankungsreserve

Entsprechend den Berechnungen der Anlageberaterin Coninco Advisory S.A. hat der Vorstand die Zielgrösse der Wertschwankungsreserve wie folgt festgelegt:

Die Pensionskasse des Staatspersonals, die eine öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung ist, kann nach Artikel 45 BVV 2 vom Grundsatz der Bilanzierung in geschlossener Kasse abweichen. Nach Artikel 48e BVV 2 und in Anbetracht der langfristigen Anlagestrategie, die durch die Kasse zum Zeitpunkt der Bilanzerstellung gewählt wurde, betragen die erforderlichen Wertschwankungsreserven mit einem statistischen Vertrauensniveau von 68,3 % **CHF 172,2 Millionen** gegenüber CHF 122,7 Millionen per Ende 2007. Diese Berechnung berücksichtigt alle Investitionen, die effektive Verteilung, die Korrelation zwischen den verschiedenen Aktivklassen sowie die Zielsetzung der Rendite der Kasse.
Die berechnete Reserve zieht den erforderlichen Mindestbetrag in Betracht um einen starken Marktrückgang während einem Jahr wettzumachen, der 4,3 Punkten des Deckungsgrades entspricht.

Grenzen des Modells
Bei der Berechnung der notwendigen Reserven geht man von einer normalen Rendite der Aktiven aus. Empirische Studien zeigen, dass die finanziellen Aktiven von der Normalverteilung abweichen können. Einerseits treffen extreme Ereignisse tendenziell häufiger ein, als es die Normalverteilung vorsieht. Andererseits sind die Renditen bestimmter Finanzaktiven asymmetrisch. Infolgedessen kann sich die Zielgrösse der Wertschwankungsreserve, die unter der Normalitätshypothese vorgeschlagen wurde, von der wirtschaftlichen Wirklichkeit mehr oder weniger entfernen. Es muss festgestellt werden, dass sich das Jahr 2008 von der oben erwähnten Normalverteilung entfernt, da der ausgewiesene Minderwert höher war, als die per Ende des Jahres 2007 berechnete Fluktuationsreserve.

Es muss darauf hingewiesen werden, dass nach der Empfehlung Swiss GAAP FER 26 Vorsorgeeinrichtungen von öffentlich-rechtlichen Körperschaften mit Garantiezusage keine Wertschwankungsreserven in der Bilanz bilden können, wenn ihr Deckungsgrad nicht mindestens 100 % beträgt.

Der Vorstand macht sich derzeit Überlegungen, welches Modell zur Bewertung der Zielsetzung der Wertschwankungsreserve angwendet werden soll. Die Arbeiten werden im 2009 in Angriff genommen.

VI.4. Darstellung der Vermögensanlage nach Anlagekategorien

	Beträge per 31.12.2008 CHF	in % des Vermögens	Begrenzungen BVV 2	SAA	Taktische Bandbreite Min	Taktische Bandbreite Max
Begrenzung nach Anlagekategorien						
Forderungen Schweiz	895'528'783	37%	100%	33%	0.00%	68.00%
Forderungen Ausland	281'239'897	12%	20%	10%	7.50%	12.50%
Aktien Schweiz	256'238'930	11%	30%	10%	7.50%	20.00%
Aktien Ausland	201'377'814	8%	25%	10%	5.00%	17.50%
Liegenschaften	760'286'914	32%	50%	37%	25.00%	40.00%
Alternative Anlagen	2'524'341	0%	0%	3%		
Total Vermögen	**2'397'196'680**	**100%**				
Allgemeine Begrenzungen						
Aktien	457'616'745	19.09%	50%	(Art. 55 BVV 2 Buchst. c)		
Verkehrswert	1'220'428'000	50.91%	70%	(Art. 55 BVV 2 Buchst. b)		
Anlagen Ausland	484'317'264	20.20%	30%	(Art. 55 BVV 2 Buchst. d)		
Forderungen und Beteiligungen Ausland	482'617'711	20.13%	30%	(Art. 55 BVV 2 Buchst. e)		

SAA = Strategic Asset Allocation = Langfristige Anlagestrategie

VI.5. Termingeldanlagen und Darlehen

Alle Termingeldanlagen verfallen im Laufe des Jahres 2009.

Die Darlehen unterteilen sich wie folgt:

- Darlehen an Banken von CHF 149,5 Mio;
- Darlehen an Gemeinden und Gemeindeverbände von CHF 13,7 Mio.

VI.6. Laufende (offene) derivative Finanzinstrumente

Im Laufe des Jahres 2008 wurde kein Derivat benutzt.

VI.7. Marktwert und Vertragspartner der Wertpapiere unter Securities Lending

Die Pensionskasse erlaubt kein «Securities Lending».

VI.8. Erläuterung des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage

(In Tausend CHF)	Zinsen Dividenden	Realisierte Gewinne	Realisierte Verluste	nicht realisierte Gewinne	nicht realisierte Verluste	Kosten	**Total 2008**
Flüssige Mittel und Währungsanlagen	17'019	7'586	-10'851	1'823	-4'177	-4	**11'396**
Obligationen Schweiz	2'867	32	-1	755	-17		**3'636**
Obligationen Ausland	9'047	1'740	-7'105	11'378	-29'887		**-14'827**
Aktien Schweiz	6'067	635	-4'969	105	-109'243		**-107'405**
Aktien Ausland	9'483	4'114	-24'021	4'799	-150'142		**-155'767**
Alternative Anlagen			-88		-720		**-808**
Beteiligungen	33				-291		**-258**
Darlehen an Arbeitgeber	7'337						**7'337**
Verwaltungskosten der Finanzanlagen						-4'086	**-4'086**
Netto-Ergebnis der Finanzanlagen	51'853	14'107	-47'035	18'860	-294'477	-4'090	**-260'782**

	Mieten	Realisierte Gewinne	Realisierte Verluste	Wert-anpassungen	Betriebs-kosten		
Liegenschaften	47'327			6'185	-12'523 *		**40'989**
Netto-Ergebnis der Anlagen							**-219'793**

* Die Verwaltungshonorare von CHF 1,882 Millionen sind in den Betriebskosten der Liegenschaften inbegriffen.

VI.8.1. Verwaltungskosten der Finanzanlagen

(In Tausend CHF)	**2008**	**2007**
Verwaltungskosten der Wertschriften	2'341	2'713
Beratungskosten	34	34
Nicht einforderbare Quellensteuer	889	800
Transaktionskosten und Stempelabgaben	822	1'084
Total	**4'086**	**4'631**

VI.8.2. Anlageperformance

Die Netto-Performance der Gesamtanlagen der Kasse für das Jahr 2008 setzt sich wie folgt zusammen:

Anlagekategorien	**Performance**	
	2008	**2007**
Flüssige Mittel und Terminanlagen	1.24%	2.45%
Darlehen (inkl. Arbeitgeberdarlehen)	3.13%	2.83%
Obligationen Schweiz	3.29%	- 0.76%
Obligationen Ausland	- 5.81%	3.01%
Aktien Schweiz	-33.23%	0.41%
Aktien Ausland	-46.34%	7.63%
Anteile	- 8.20%	-15.84%
Alternative Anlagen	-25.10%	0.00%
Total der Finanzanlagen	**-14.06%**	**3.15%**
Liegenschaften	5.48%	4.82%
Total der Kasse	**- 7.86%**	**3.59%**

VI.9. Liegenschaften

VI.9.1. Allgemeine Anmerkungen

Am 31. Dezember 2008 ist die Kasse Eigentümerin von 120 erstellten Liegenschaften mit insgesamt 5352 Objekten bestehend aus 2397 Wohnungen, 2782 Garagen und Parkplätzen sowie 173 Geschäftlokalen.

VI.9.2. Wertentwicklung 2008 des Immobilienparks

(In Tausend CHF)

Bezeichnung	**erstellte Liegen-schaften**	**Liegen-schaften mit Erst-vermietung**	**Bau-land**	**Im Bau befindliche Liegen-schaften**	**Renovationen**	**TOTAL**
Buchwert per 1.1.2008	671’492	4’493	12’687	9’154	2’070	699’896
Bewegungen 2008						
• Erwerb / Bau / Renovationen	8’671		6’575	35’558	3’402	54’206
• Verkäufe 2008						
• Veränderungen der Gruppe	14’161	-4’493	-3’230	-2’468	-3’970	0
• Anpassungen an den Zeitwert per 31.12.2008	6’185					6’185
Zeitwert am 31.12.2008	700’509	0	16’032	42’244	1’502	760’287

Der durchschnittliche Kapitalisierungssatz der «erstellten Liegenschaften» beträgt per 31. Dezember 2008 6,54 % gegenüber 6,56 % per 31. Dezember 2007.

VI.9.3. Liegenschaftsergebnis 2008

(In Tausend CHF)

Bezeichnung	erstellte Liegen-schaften	Liegen-schaften mit Erst-vermietung	Bau-land	Im Bau befindliche Liegen-schaften	TOTAL
Anpassung der Immo-bilienobjekte an den Zeitwert per 31.12.2008	6'185				6'185
Ergebnis aus Verkäufen					
Ergebnis Betriebsrechnung (inkl. allgemeine Erträge und Aufwendungen)	34'537		-76	343	34'804
Gesamtergebnis 2008	40'422	0	-76	343	40'989
Performance 2008					5.48 %
Performance 2007					4.82 %
Betriebsertrag 2008					
Bruttoertrag					7.07 %
Nettoertrag					5.17 %
Betriebsertrag 2007					
Bruttoertrag					6.93 %
Nettoertrag					5.14 %

Die jährliche Performance 2008 wird auf Basis des Gesamtergebnisses des Immobilienparks im Verhältnis zum «Zeitwert» per 1. Januar 2008 ermittelt.

Die jährlichen Erträge werden aufgrund des Betriebsergebnisses im Verhältnis zum durchschnittlichen «Investitionswert» ermittelt.

VI.9.4. Weitere Informationen

Die Baukreditzinsen auf den im Bau befindlichen Liegenschaften sind im Liegenschaftsertrag der Betriebsrechnung enthalten und belaufen sich auf CHF 352'917

Die Brandversicherungswerte der erstellten Liegenschaften beträgt CHF 729'425'130

VI.10. Erläuterungen der Anlagen beim Arbeitgeber

Die laufenden Darlehen sind folgende:

- CHF 200 Mio. verzinst zum Satz von 3,5 % vom 31.12.2001 bis 31.12.2013;
- CHF 10 Mio. verzinst zum Satz von 3,375 % vom 2.2.1999 bis 2.2.2009.

VII. Erläuterung weiterer Positionen der Bilanz und der Betriebsrechnung

VII.1. Angaben zu den Wertschriftenanteilen (Rubrik «Beteiligungen»)

Gesellschaft	Akitenkapital	Quotenanteil	
		2008	2007
Régie de Fribourg SA, Freiburg	CHF 110'000	100.00%	100.00%
Capital Risque Fribourg SA, Freiburg	CHF 7'500'000	20.00%	20.00%

Bewertung per 31.12.2008 der Beteiligung der Régie de Fribourg SA aufgrund der unter Punkt IV.2 dieses Anhangs aufgeführten Grundsätze. Für die Capital Risque Fribourg SA basiert die Bewertung auf der Finanzlage per 31.12.2007.

VIII. Auflagen der Aufsichtsbehörde

Die von der Aufsichtsbehörde einverlangten zusätzlichen Auskünfte betreffend die Geschäftsjahre 2005 und 2006 sind dieser übermittelt worden. Ebenso wurden die von besagter Behörde erlassenen Erwägungen betreffend die Berichterstattung der finanziellen Lage und des Anhanges beim Abschluss des vergangenen Jahres mitberücksichtigt.

Bis heute hat die Kasse bezüglich Kenntnisnahme der Jahresrechnung 2007 von oben erwähnter Behörde noch keine schriftliche Bestätigung erhalten.

IX. Weitere Informationen zur finanziellen Lage

IX.1. Unterdeckung / Erläuterung der getroffenen Massnahmen

Der Deckungsgrad wird nach den Vorschriften des BVG und seinen Ausführungsbestimmungen (Art. 44 BVV2) bestimmt. Er wird am jeweils am 1. Januar auf der Grundlage des Vermögens per 31. Dezember des Vorjahres berechnet.

Per 31. Dezember 2008 beträgt der Deckungsgrad der Pensionskasse **78,4 %** gegenüber 89,6 % per Ende 2007.

Als Vorsorgeeinrichtung einer öffentlich-rechtlichen Körperschaft kann die Kasse nach Artikel 69 Abs. 2 BVG und Artikel 45 BVV2 vom Grundsatz der Bilanzierung in geschlossener Kasse abweichen. Nach Artikel 16 des Gesetzes vom 29. September 1993 über die Pensionskasse des Staatspersonals hat die Kasse die Pflicht, über ein Nettovorsorgevermögen zu verfügen, welches mindestens der Summe der Pensions- und Rentenvorsorge entspricht. Es empfiehlt sich, das kapitalisierte Vorsorgekapital der aktiven Versicherten der BVG-Vorsorgeregelung hinzuzufügen.

Das Mindestkapital, über welches die Kasse per 31. Dezember 2008 gemäss diesen Bestimmungen verfügen muss, beträgt rund CHF 1’338 Millionen. Da sich das Nettovorsorgevermögen per 31. Dezember 2007 auf CHF 2’384 Millionen beläuft, sind keine Sanierungsmassnahmen notwendig.

IX.2. Teilliquidation

Die Bedingungen und das Verfahren für eine Teilliquidation sind in der Verordnung des Staatsrates vom 9. November 2004 über den Anschluss von auswärtigen Institutionen an die Pensionskasse des Staatspersonals (SGF 122.73.12) festgelegt. Die Kasse hat während dem vergangenen Geschäftsjahr keine Teilliquidation durchgeführt.

IX.3. Laufende Rechtsverfahren

Im Moment sind beim Verwaltungsgericht acht Fälle Gegenstand eines Verfahrens. Für die Verpflichtungen, die sich aus diesen Rechtsstreitigkeiten ergeben könnten, müssen keine besonderen Rückstellungen gemacht werden.

IX.4. Pfanderrichtung zu Gunsten eines Dritten und verpfändeter Pauschalbetrag

Im Rahmen der Umsetzung eines Immobilienprojekts hat die Kasse im Jahre 2008 Land erworben, welches in der Bilanz per 31. Dezember 2008 mit einem Wert von 6.6 Millionen aufgeführt ist. Dieser Aktivposten ist Gegenstand eines Eintrages eines gesetzlichen Grundpfandes in der Höhe von CHF 2.275 Millionen als Garantie zugunsten der Verkäuferin für den per 31. Dezember 2008 auf den Kaufpreis geschuldeten Restbetrag. Diese Zahl findet sich in den Passiven der Bilanz unter der Position “Verbindlichkeit aus Immobilienkauf“ wieder.

X. Ereignisse nach dem Bilanzstichtag

Keine

Freiburg, 18.03.2009